

## FIN DE CAMPAGNE

- Les bilans des parcours des chefs
- Le portrait des tiers partis
- Les commentaires de Michel David

Pages B 1 à B 6

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 80

LES SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 AVRIL 2003

1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$



REUTERS

Comme toutes les villes d'Irak, Bassora manque d'eau. Femmes et enfants crient au secours et les soldats britanniques en ont plein les bras.

## Bagdad sombre dans l'anarchie

### La Croix-Rouge lance un S.O.S.

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Bagdad a sombré dans l'anarchie hier. Des hommes en armes erraient dans les rues de la capitale irakienne, devenue la proie de pillages généralisés. Dans ce contexte, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un « appel urgent » aux forces de la coalition et à toutes les autres personnes ayant autorité en Irak pour protéger les infrastructures essentielles du pillage et de la destruction.

Dans un communiqué, le CICR, se déclarant « profondément alarmé par le chaos prévalant à Bagdad et dans d'autres parties de l'Irak », demande à toutes ces parties de protéger les hôpitaux ainsi que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation.

Le CICR a déclaré douter qu'un seul hôpital soit encore en état de fonctionner à Bagdad en raison des saccages et de l'absence d'un personnel médical effrayé.

« Le problème, aujourd'hui, ce ne sont ni les ressources humaines ni la logistique. C'est l'insécurité et le manque d'accès [aux soins et aux services essentiels]. Il s'agit d'une situation humanitaire qui s'aggrave. À cela, nous n'avons pas de réponse », a déclaré lors d'une conférence de presse Balthasar Staehelin, délégué régional pour le Moyen-Orient.

Les forces de la coalition ont des responsabilités précises dans les zones sous leur contrôle, affirme le CICR. Elles doivent ainsi prendre toutes les mesures requises « pour restaurer et maintenir, autant que possible, l'ordre public et la sécurité, en mettant un terme aux pillages et à la violence contre les civils et les installations civiles ».

VOIR PAGE A 10: BAGDAD

Autres informations en pages A 6, A 7 et A 8

## Travailler pour les Irakiens... mais lesquels?

### Un dur casse-tête pour les spécialistes américains du « nation-building »

SYLVIE KAUFFMANN  
LE MONDE

Washington — Diplomate de carrière, James Dobbins est un orfèvre en matière de nation-building, un art auquel l'administration Bush s'exerce aujourd'hui après avoir tant critiqué la propension de l'équipe Clinton à s'y livrer. M. Dobbins, qui a été successivement l'envoyé spécial des États-Unis en Somalie, en Haïti, en Bosnie, au Kosovo et en Afgha-

nistan, exerce aujourd'hui ses talents au centre de recherche de la Rand et donne cet avis sur l'Irak: « Je n'ai jamais douté que les États-Unis gagneraient la guerre, qu'ils la gagneraient vite et, si nécessaire, qu'ils la gagneraient seuls. Gagner la paix est moins sûr. Et gagner la paix tout seuls est encore moins sûr ».

Les combats n'ont pas encore cessé que déjà, Américains et Britanniques se trouvent aux prises avec mille questions urgentes, concrètes, que pose la reconstruction d'un pays dont le pouvoir s'est effondré.

Washington tente de mettre sur pied l'administration provisoire irakienne, sous l'autorité du général Tommy Franks, avec un souci: y associer des Irakiens afin de ne pas donner l'image d'une puissance coloniale.

Mais quels Irakiens? Les Américains semblent vouloir se donner le temps de faire le tri. Certains experts voient dans leur absence de précipitation, malgré l'urgence, un signe salutaire: « Ce ne sont pas les

VOIR PAGE A 10: IRAKIENS

## L'urgence se fait sentir au PQ

### Landry lance l'opération « Fierté »

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Saint-Antoine-de-Tilly — L'urgence se fait sentir au Parti québécois. Alerté par des sondages qui placent le Parti libéral en tête des intentions de vote, le premier ministre Bernard Landry lance un avertissement clair aux électeurs: élire le chef libéral Jean Charest serait « changer pour pire ». Le chef péquiste a même déclenché hier l'opération « Fierté », « une mission de la plus haute importance » par laquelle il invite chaque militant à ne pas baisser les bras devant les sondages défavorables et à convaincre les indécis de se convertir au Parti québécois.

« Changer pour pire, c'est-à-dire passer de finances

VOIR PAGE A 10: PQ

### INDEX

Actualités..... A2	Guerre..... A7
Annonces..... D5	Idées..... B7
Avis publics... C9	Mots croisés. C9
Bourse..... C4	Météo..... D6
Carrières..... C6	Perspectives.. B1
Économie..... C1	Santé..... B8
Éditorial..... B6	Sports..... C10

## La science revue par le régime Bush

### Pour imposer sa philosophie à la science, le gouvernement américain use de stratégies qui éclipsent à première vue ses véritables visées rétrogrades et moralistes

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

À travers ses mouvements néo-créationniste et pro-vie, le gouvernement Bush tente de plus en plus d'imposer sa philosophie conservatrice à la science telle qu'elle est enseignée et pratiquée aux États-Unis. Aussi, pour parvenir à ses fins, il use de stratégies astucieuses qui éclipsent à première vue ses véritables visées rétrogrades et moralistes, soulignent il y a quelques jours des journalistes du quotidien The Guardian.

Au printemps dernier, un groupe de parents de la banlieue d'Atlanta, en Géorgie, réclamait qu'on enseigne à leurs enfants que le processus d'évolution tel que l'a décrit Charles Darwin est une théorie contestée et non pas un fait établi. Leurs revendications n'étaient pas aussi radicales que celles des lobbys chrétiens évangéliques, qui exigent l'enseignement du créa-

tionnisme, théorie selon laquelle Dieu créa l'univers en sept jours. Ces résidents d'Atlanta demandaient que soit intégrée au programme scolaire une théorie connue sous le nom d'« architecture intelligente » (intelligent design). Selon cette nouvelle théorie, la cellule vivante est à ce point complexe qu'elle a nécessairement été conçue par une intelligence supérieure. Les tenants de l'« architecture intelligente » acceptent toutefois plusieurs prémisses de la théorie de l'évolution, notamment que le monde ne s'est vrai-

La force des mouvements pro-vie a réussi l'impensable

semblablement pas créé en sept jours. Mais le professeur Michael Behe, de l'université Lehigh, en Pennsylvanie, qui s'en fait le principal défenseur, croit que la pensée de l'évolution ne peut pas tout expliquer. Les critiques, quant à eux, interprètent l'« architecture intelligente » comme un créationnisme déguisé, un dogme religieux habile

VOIR PAGE A 10: SCIENCE



## GÉRARD BOUCHARD LES DEUX CHANOINES

### Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx

SIGNATURES AU SALON DU LIVRE DE QUÉBEC ▶ STAND DIMEDIA N° 38  
SAMEDI 12 AVRIL DE 16 H À 17 H ▶ DIMANCHE 13 AVRIL DE 15 H 30 À 16 H 30

314 pages • 25,95 \$



Boréal

www.editionsboreal.qc.ca

# ÉLECTIONS 2003



ARCHIVES LE DEVOIR  
Pendant toute la campagne électorale, Mario Dumont a assuré que les électeurs lui envoyaient un message bien différent de celui annoncé par les sondages.

## Dumont souhaite aux Québécois l'élection d'un gouvernement minoritaire

MARTIN OUELLET  
PRESSE CANADIENNE

Pierreville — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, souhaite l'élection d'un gouvernement minoritaire, lundi prochain, pour que l'ADQ exerce la balance du pouvoir plutôt que de jouer un rôle de second plan dans l'opposition.

«Plus l'ADQ aura d'influence sur le débat politique, plus l'accent sera mis sur l'avenir. C'est une bonne nouvelle», a soutenu M. Dumont, hier, en point de presse à Pierreville, dans le Centre-du-Québec.

Le chef de l'Action démocratique prétend qu'un gouvernement minoritaire serait bénéfique pour l'ensemble de la population si l'ADQ joue un rôle de chien de garde.

«Le respect des citoyens serait beaucoup plus assuré. Les dérapages, les gaspillages, les gens qui traînent dans les corridors, toutes ces situations où les citoyens sentent que le gouvernement leur manque carrément de respect, deviendraient impossibles», a-t-il fait valoir.

L'instabilité qui caractérise souvent les gouvernements mi-

noritaires ne doit pas faire reculer les électeurs, a indiqué le chef de l'ADQ, qui parle plutôt de «nouvel équilibre».

«Il faut comprendre qu'il y a beaucoup d'instabilité dans les référendums proposés par le PQ et le Parti libéral. Je pense que c'est un nouvel équilibre qui pourrait permettre au Québec de faire des pas en avant, si la population le décide», a-t-il affirmé.

Par conséquent, s'il obtient la balance du pouvoir, Mario Dumont s'empresse de bloquer les projets référendaires des péquistes et des libéraux, des «idées qui ne tiennent pas la route», selon lui.

«Cela signifierait: pas de référendums, ni sur les défusions ni sur la souveraineté, en plus de signifier que les thèmes d'avenir que l'on a voulu mettre de l'avant ne pourraient pas être relégués aux oubliettes», a-t-il précisé.

Plus tôt dans la journée, Mario Dumont avait évoqué l'éventualité de jouer le rôle de garde-fou à l'Assemblée nationale.

«Dans un scénario où on se retrouverait dans la balance du pouvoir, les péquistes, comme les

libéraux, ont leur part d'idées saugrenues ou de choses qui ne sont pas dans l'intérêt du Québec. On peut servir de garde-fou à ça», avait-il noté.

### Un blitz

À l'instar des deux autres chefs de parti, Mario Dumont entreprend, en fin de semaine, un blitz de fin de campagne au cours duquel il va parcourir 1400 kilomètres et visiter 18 circonscriptions de l'est et du centre du Québec. Il entend bien ne pas se laisser distraire par les sondages, qui le placent loin derrière péquistes et libéraux.

D'ailleurs, M. Dumont estime que les sondages ont des allures de vaudeville. «À voir les méthodes de répartition des indices, tout un chacun s'amuse avec ça. Ils arrivent à des conclusions complètement contraires. Toute la fin de semaine, les gens vont trouver plus humoristique que jamais l'exercice des sondages», a-t-il souligné.

Le chef adéquiste a fait le parallèle avec un accouchement au cours duquel l'essentiel ne se déroule pas sur le moniteur fœtal. «C'est un peu sous le même angle qu'on essaie de regarder ça. Est-ce qu'il faut regarder les sondages quotidiennement? Non, je pense qu'il faut regarder la population, ce qu'on peut faire pour améliorer les choses», a-t-il soutenu même si son candidat dans René-Lévesque, François Corriveau, a reconnu la veille que l'ADQ n'est pas en mesure de former le gouvernement. Pas question non plus pour Mario Dumont de reconnaître qu'il a été incapable d'incarner le changement alors que Jean Charest est en tête dans les intentions de vote.

«Le Parti libéral, c'est le statu quo. [...] Les gens doivent savoir que voter pour le Parti libéral, c'est un changement de couleur, ce n'est pas un changement de gouverne», a-t-il conclu.

## L'intelligence artificielle nous menace-t-elle?



Les dimanches 13, 20 et 27 avril  
à 13 h,

des experts font le tour de la question à l'émission  
*Des idées plein la tête* présentée par Bernard Derome.

Conception, entretiens et réalisation : George Tombs Réal-coord. : Jean Gagnon  
En collaboration avec CBC Radio One

### Invités de l'émission du dimanche 13 avril :

Pierre Lévy, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en intelligence collective (Ottawa)

Charles Taylor, professeur de philosophie à l'Université McGill (Montréal)

Raymond Kurzweil, informaticien et inventeur (États-Unis)

Sir John Sulston, prix Nobel de médecine 2002 (Angleterre)

Jean Weissenbach, directeur-général du Génoscope - Centre national de séquençage (France)

**100.7 FM**  
Chaîne culturelle  
Radio-Canada

*Des longchamps*  
femme enceinte

1007, rue LAURIER ouest,  
Outremont  
Tél.: 274-2442

SP La vie avec la sclérose en plaques.

La seule chose prévisible avec la sclérose en plaques, c'est qu'elle rend la vie imprévisible.

SP Société canadienne de la sclérose en plaques  
1 800 268-7582 www.scleroseenplaques.ca



## DEVANT LA GUERRE PERSONNE N'EST INDIFFÉRENT

LA CROIX-ROUGE PROTÈGE ET ASSISTE LES VICTIMES DE LA GUERRE EN IRAK.

La Croix-Rouge fournit une assistance directe aux civils sous forme de vivres, de médicaments et d'abris. Mais la Croix-Rouge ne peut agir seul...

DONNEZ HUMAINEMENT  
DONNEZ GÉNÉREUSEMENT



Croix-Rouge canadienne  
Division du Québec

www.croixrouge.ca • 1 800 418-1111

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_ MME  M.

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_ PROVINCE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

COURRIEL : \_\_\_\_\_

CHÈQUE / MANDAT \*  VISA  MASTER CARD  AMEX

N° DE LA CARTE : \_\_\_\_\_ EXPIRATION : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

N° D'ENREGISTREMENT : 11921 9814 RR0001

\* Chèque ou mandat poste à l'ordre de : Croix-Rouge canadienne : aide humanitaire en Irak.  
Vous recevrez automatiquement un reçu à des fins fiscales pour tout don de 15\$ et plus, ou sur demande.

Merci de votre contribution

6, place du Commerce, Verdun (Québec) H3E 1P4 • 1 800 418-1111 • www.croixrouge.ca

Croix-Rouge  
En tout lieu. En tout temps.

LE DEVOIR

**L'HOMME ET LA MACHINE** (1<sup>re</sup> de 3)  
avec Bernard Derome  
Des idées plein la tête  
DIMANCHE 13h  
100.7 FM  
Chaîne culturelle  
Radio-Canada

# ÉLECTIONS 2003

**Séjours linguistiques**  
IMMERSION DE QUALITÉ  
UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE À VOTRE SERVICE!  
1-800-463-2265  
Brochure gratuite au www.laurcar.com/si

**ANGLAIS ESPAGNOL**

**À chaud**



DANIEL LATOUCHE

**Le grand absent**

On l'aura cherché jusqu'à la fin. Où pouvait-il bien être? Quel déguisement avait-il emprunté? Était-il même venu au Québec, question de s'infiltrer dans la campagne électorale? Était-il reparti vers des cieux plus cléments? Peut-être lui avons-nous fait de la peine?

Le premier à l'avoir vu, de ses yeux vu, fut l'Action démocratique. On a même cru un instant qu'il s'était établi à demeure dans les promesses dont ce parti avait manifestement le secret. Puis les libéraux ont annoncé en grande pompe qu'il était passé chez eux avec armes et bagages. Il suffisait de lire le programme économique du parti pour comprendre ce qui avait bien pu le pousser à quitter «l'homme de l'année» (selon *L'Actualité*) pour un parti qui promet d'imprimer de l'argent plus vite que ce bon vieux Crédit social ne l'avait jamais imaginé.

Seul le Parti québécois est demeuré discret à son égard. Un amant éconduit sait développer des prudences élémentaires. Quel cinéma nous ont-ils fait, ces péquistes, en perdant toutes ces élections partielles, juste pour nous montrer qu'il l'avait retrouvé par la suite. *Show off!*

Bref, personne ne sait où est passé le *momentum*. Pourtant, toute campagne électorale qui se respecte connaît sa course au *momentum*. Dès la deuxième semaine d'une campagne, on se l'échange comme un ballon de football et c'est à qui l'échappe pour le rattraper au plus vite.

Une campagne électorale sans *momentum*. Du jamais vu depuis Duplessis, qui n'en avait vraisemblablement pas besoin, lui le prince de la Noireceur (la vraie, la grande).

On s'est fait voler notre *momentum* électoral. Par qui? Par la 101<sup>e</sup> division des Marines américains, qui semble ne pas en avoir manqué.

Peut-être aura-t-il eu le temps de revenir maintenant que ses services ne sont plus requis là-bas.

Daniel Latouche est politologue et professeur à l'INRS.



Jean Charest est allé rencontrer les électeurs de son comté, Sherbrooke, hier.

JIM YOUNG REUTERS

## Charest n'est plus qu'à 1000 kilomètres du fil d'arrivée

Les deux derniers sondages rendent le chef libéral euphorique

NORMAN DELISLE  
PRESSE CANADIENNE

Sherbrooke — Le chef libéral Jean Charest resplendissait d'enthousiasme hier, à la suite de deux sondages qui placent sa formation politique nettement en avance dans les intentions de vote des Québécois.

«Nous sentons la volonté de changement, mais rien n'est acquis et nous allons travailler sans relâche d'ici lundi soir prochain. Je ne veux pas commenter les sondages, mais nous allons travailler jusqu'à la dernière minute. Le dernier mot revient à la population du Québec», a déclaré M. Charest hier, alors qu'il visitait la circonscription de Sherbrooke.

Entouré d'une quinzaine de candidats libéraux le chef libéral a incité ses troupes à ne pas cesser de travailler. «Rien n'est décidé avant lundi soir», a-t-il rappelé, notamment lors-

qu'il s'est adressé à 300 membres de la Chambre de commerce.

A la blague, il a dit avoir passé une soirée agréable, en échangeant un clin d'œil avec sa conjointe Michèle Dionne.

M. Charest a aussi confirmé que le Parti québécois avait fait parvenir au secrétariat du PLQ les études que les libéraux réclamaient sur l'instauration de la semaine de quatre jours pour les travailleurs québécois.

«La boîte de documents est arrivée à 9h ce matin. La boîte est belle, mais le contenu est vide. On n'y a pas trouvé le cadre financier du Parti québécois non plus», a ironisé le chef libéral.

«Nos gens épluchent les documents, mais on connaît déjà le contenu. Cela confirme ce qu'on soupçonnait: le PQ n'a pas fait d'études sérieuses sur les conséquences de sa proposition. Il n'a

pas fait ses devoirs et il y a de l'improvisation», a affirmé le chef libéral.

M. Charest a admis toutefois que les Québécois paraissent intéressés par l'instauration de la semaine de quatre jours.

«Nous reconnaissons que c'est une préoccupation pour beaucoup de Québécois. Nous nous attendons à ce que ce sujet soit abordé lors du mandat du prochain gouvernement. On va être très ouverts là-dessus, c'est un enjeu important», a soutenu M. Charest.

«Mais on va l'aborder avec beaucoup de rigueur. Il faut faire les bons choix. Je dénonce qu'on fasse miroiter qu'il va y avoir une semaine de quatre jours à partir de janvier 2004 alors que le travail n'a pas été fait», a conclu le chef libéral.

M. Charest entreprend aujourd'hui un dernier blitz de deux jours qui l'amènera à parcourir presque 1000 kilomètres et à visiter les militants dans 16 circonscriptions. M. Charest terminera la campagne demain à Sherbrooke, où il votera et attendra les résultats électoraux.

**Carnet de campagne**

La citation est exacte: «Depuis octobre 2000 il est le porte parole de l'opposition officielle en matière de solidarité social (pauvreté) et curatél public.» Le reste du dépliant électoral de Christos Sirros, député sortant et candidat libéral dans Laurier-Dorion, est de la même eau. Fautes d'orthographe, emploi fantaisiste des majuscules et des accents, et même insertion d'une phrase en anglais dans la partie française du dépliant. La machine électorale libérale a beau être imposante, on a visiblement manqué de personnel pour assurer la relecture du document!

L'autocar des médias qui accompagne le chef libéral Jean Charest dans sa campagne électorale a pris feu hier après-midi à Sherbrooke. C'est le moteur du véhicule qui aurait sauté. Personne n'a été blessé mais les pompiers ont dû intervenir pour éteindre le feu. Les dégâts sont mineurs, mais les journalistes devront prendre un autre autocar pour le reste de la campagne. L'incident est survenu à l'arrivée du véhicule près de l'édifice d'Expo-Sherbrooke, là où le chef libéral allait assister au Salon de l'emploi. Jean Charest se trouvait dans un autre autocar.

Ottawa a décidé de ne pas participer à la guerre contre l'Irak dans le but de faire mal au mouvement séparatiste au Québec, soutient le major-général à la retraite Lewis MacKenzie. M. MacKenzie, qui œuvre aujourd'hui comme analyste dans les médias, a souligné que le premier ministre du Québec, Bernard Landry, a été obligé de féliciter le premier ministre Jean Chrétien pour avoir refusé d'aller en guerre parce que 83 % des Québécois s'opposaient à une action militaire contre l'Irak. Or ce geste va faire perdre des voix au chef du Parti québécois lors des élections de lundi parce qu'il a été perçu comme s'il adoptait la même position que les libéraux fédéraux, a déclaré M. MacKenzie dans une entrevue.

**Le Chœur de la radio de Radio-Canada**

En partenariat avec l'Association canadienne pour la santé mentale - Section Montréal

**CHANTS DU DESTIN**  
Un Vendredi saint romantique allemand

BRAMMS  
BEETHOVEN  
MENDELSSOHN  
RHEINBERGER  
SCHUBERT

ARTISTES  
Noëlla Huet, mezzo-soprano,  
Stephan Sylvestre et  
Lucie Veillette, pianistes,  
Vincent-Laurent Dionne,  
percussionniste.  
sous la direction de  
Frédéric Vogel

Vendredi 18 avril 2003 à 20h  
Église Saint-Enfant-Jésus  
5039, rue Saint-Dominique, Montréal (métro Laurier)



PRÉSENTÉ PAR  
Desjardins  
Consignes, avis et titres

Réservations et renseignements:  
(514) 597-5261

DE LA RADIO DE RADIO-CANADA

FAIRE DES PROFITS.  
C'EST TOUT CE QUE  
VOUS RISQUEZ.

4,8% D'INTÉRÊT. CAPITAL GARANTI À 100%.  
LE RESTE, C'EST DE L'EXTRA.

Diversification, sécurité et potentiel de rendement supérieur. Le DUO DESJARDINS, c'est, en parts égales, une épargne à terme de 5 ans à un taux garanti de 4,8%\* et une épargne à terme indicelle de 7 ans au capital garanti à 100%. Pour ce qui est du rendement, il est basé sur un indice boursier canadien ou une gestion active de différentes classes d'actif. Voilà un placement sûr. Et certain de vous rapporter.

www.desjardins.com

1 800 CAISSES



\*Taux de l'épargne à terme sujet à changement sans préavis. Offre d'une durée limitée. Investissement minimal de 5000\$.



## • LES ACTUALITÉS •

EN BREF

### Un nouveau secrétaire d'État

Le Devoir — Inquiet du peu de progrès fait avec certaines provinces en matière de logements abordables, le premier ministre Jean Chrétien a nommé hier un nouveau secrétaire d'État responsable de cinq sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Steve Mahoney, un des rares députés ontariens restés fidèles à Jean Chrétien, sera par conséquent responsable des discussions fédérales-provinciales en matière de logements abordables. Le gouvernement fédéral s'est engagé à collaborer avec les provinces pour la création d'unités de logement et d'investir lui-même un milliard de dollars en six ou sept ans. Une conférence fédérale-provinciale doit avoir lieu la semaine prochaine à Winnipeg, mais trois provinces n'ont toujours pas signé d'entente avec Ottawa, et l'Ontario, qui en a pourtant conclu une, traîne les pieds. «*Quand vient le temps de contribuer avec des fonds ou de construire des logements, Québec est un exemple pour le reste du pays. [...] En réalité, le plus gros problème que nous ayons est l'Ontario. On a conclu un accord il y a près d'un an et nous attendons toujours le démarrage d'un seul projet*», a indiqué M. Mahoney après son assermentation. Il espère faire des progrès lors d'une rencontre avec son homologue ontarien lundi.

### Arrêté grâce à Internet

(AFP) — Grâce à une discussion entre deux amis sur Internet, la police de São Paulo, au Brésil, a pu éviter un cambriolage et arrêter deux hommes armés hier matin, a-t-on appris de source policière. Les deux cambrioleurs ont pénétré dans une maison de l'État de São Paulo alors que l'une des résidentes discutait par Internet avec un ami à Montevideo (Uruguay). Cet ami a pu apercevoir l'intrusion par la webcam, caméra reliée à l'ordinateur qui permet de visualiser le partenaire de discussion en temps réel. Depuis Montevideo, il a aussitôt appelé un oncle vivant à São Paulo, qui a immédiatement prévenu la police locale. Celle-ci a encerclé la maison et arrêté les cambrioleurs après trois heures de négociations.

### Pénurie de logements? Changez de pays!

(AP) — Plutôt que de construire des milliers de logements dans le Kent, les autorités de ce comté anglais côtier de la Manche suggèrent aux Britanniques de s'installer dans le nord de la France, et de venir travailler par le tunnel sous la Manche. «*Faire construire une maison coûte beaucoup moins cher dans le nord de la France que dans le Kent*», a déclaré hier le responsable du conseil du comté, Sir Sandy Bruce-Lockhart. Il a annoncé avoir contacté la société Eurotunnel pour trouver les moyens d'inciter plus de Britanniques à franchir la Manche. «*Les gens pourraient travailler ici et profiter de la qualité de vie que la France peut offrir*», a-t-il dit. «*Certains le font déjà. Il faut simplement montrer les avantages aux gens.*»

Commission sur le développement durable de l'industrie porcine

## Les chasseurs et pêcheurs plaident pour le reboisement

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

La Fédération québécoise de la faune (FQF), qui représente des centaines d'associations de chasseurs et de pêcheurs à travers le Québec, estime que l'éventuel cadre législatif, réglementaire et financier de l'industrie porcine doit prioritairement être axé sur le reboisement des régions agricoles et la restauration des «*cours d'eau dénaturés*».

La FQF estime que la moitié des bassins versants québécois, y compris dans les régions agricoles, doivent bénéficier d'un couvert forestier permanent. Cet objectif ne ferait pas que redonner vie aux écosystèmes aquatiques et forestiers dans des régions qui ressemblent aujourd'hui à des mers de maïs, note la FQF. Il faut étudier cette stratégie, précise son mémoire, de manière à éventuellement «*agencer l'agriculture et agriculture afin de contribuer à la restauration des cours d'eau et des bandes riveraines*».

Pour la FQF, si la gestion par bassin versant est une approche

incontournable, le «*cadre du développement durable de l'industrie porcine doit être fixé avec, comme premier objectif, le maintien et la préservation de la biodiversité*». En somme, on ne doit pas gérer l'eau uniquement afin qu'elle soit abondante et propre à la consommation mais aussi pour qu'elle serve de support aux écosystèmes et aux espèces vivantes.

Dans cette optique, ajoute la FQF, «*les normes actuelles de protection des cours d'eau [trois mètres en bordure des ruisseaux et rivières et un mètre en bordure des intermittents et fossés] sont largement insuffisantes*». A noter que ces normes, inscrites dans la nouvelle politique de protection des rives, n'ont aucune valeur juridique à l'heure actuelle, n'ayant pas encore été mises en vigueur dans les schémas d'aménagement des MRC et les règlements de zonage municipaux. Les vieilles normes, encore moins sévères, n'ont d'ailleurs jamais été appliquées, ce qui augure mal pour les nouvelles...

Il faut plutôt, précise la FQF, instituer une bande de protection de 20 mètres sur le plat su-

périeur en bordure des cours d'eau et de cinq mètres en bordure des fossés et des cours d'eau intermittents. Pour la FQF, il ne s'agit pas seulement de contrôler l'érosion mais d'avoir des bandes suffisamment larges pour permettre la survie des espèces animales et aquatiques. Il faut en somme faire droit à la fonction filtrante des bandes riveraines et à leurs fonctions écosystémiques. Les agriculteurs plaident qu'une telle mesure réduirait indûment leurs revenus.

En lieu et place de règlements municipaux sur la protection des rives, la FQF réclame un «*règlement qui aurait pour objectif la protection des habitats fauniques*», ce qui en transférerait l'application à la Société de la faune et des parcs, la responsable des règlements en matière de faune. Une politique plus musclée, conclut la FQF, permettrait d'envisager sérieusement de restaurer les «*cours d'eau dénaturés*» du milieu agricole. Dans son esprit, le respect de ces normes fauniques serait essentiel pour obtenir l'aide de l'État dans le cadre d'une véritable politique d'écoconditionnalité.

Emprunt de 1,6 milliard

## Le prix de la démocratie

L'ouverture du registre a coûté 125 000 \$ à l'administration municipale

LE DEVOIR

En fin d'après-midi hier, 17 citoyens avaient signé le registre ouvert par la Ville de Montréal pour réclamer la tenue d'un référendum au sujet de l'emprunt de 1,6 milliard que compte faire l'administration municipale. Il manquait donc pas moins de 18 573 signatures pour obliger la Ville à organiser un scrutin référendaire.

L'ouverture du registre, qui s'est déroulée au cours des cinq derniers jours, a coûté 125 000 \$ et nécessité la présence de 36 employés. Le chef de l'opposition, Martin Lemay, en conclut que la Ville a dépensé plus de 7000 \$ par signature, «*un gaspillage éhonté de fonds publics*». Il a rappelé que l'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie, qui avait ouvert un registre pendant une journée le 12 février dernier, avait consacré 2500 \$ à l'opération.

M. Lemay accuse également l'administration de Gérard Tremblay d'avoir négligé d'informer suffisamment la population sur la tenue du registre en limitant la publicité à un avis publié dans trois journaux. Des correctifs s'imposent, dit-il.

Pour Frank Zampino, responsable des finances à la Ville, la faible participation des citoyens démontre plutôt que ceux-ci «*ont compris qu'il était de leur intérêt d'appuyer massivement la proposition de l'administration*».

L'emprunt de 1,6 milliard permettra à la Ville de refinancer, à moindre coût, la dette actuarielle des régimes de retraite des employés municipaux de l'ancienne Ville de Montréal. En obtenant des taux d'intérêt plus avantageux pour financer cette dette, la Ville estime qu'elle fera économiser 600 millions en taxes aux contribuables d'ici 2045.

EN BREF

### Condamné pour avoir placé des résultats d'élections sur Internet

(PC) — Un résident de la Colombie-Britannique a été reconnu coupable, hier, d'avoir enfreint la Loi électorale en affichant les résultats des élections fédérales de 2000 sur Internet alors que les bureaux de scrutin étaient toujours ouverts dans l'ouest du pays. Paul Bryan, de Coquitlam, a écopé d'une amende de 1000 \$ du juge de la Cour provinciale Kerry Smith. M. Bryan a tenté sans succès de faire valoir que la loi porte atteinte à son droit à la liberté d'expression mais promet d'amener sa cause en appel.

## La lutte contre le terrorisme pourrait se déplacer vers la Somalie

PRESSE CANADIENNE

Halifax — Des navires militaires en mission pour lutter contre le terrorisme dans le golfe Persique pourraient être détournés vers les eaux de la côte somalienne pour y combattre des cellules terroristes.

C'est ce qu'a confirmé le commandeur Roger Girouard, qui dirige les opérations de plusieurs navires militaires actuellement en mission au Proche-Orient. M. Girouard précise que ce scénario pourrait être appliqué si la mena-

ce dans le golfe Persique diminue et que celle en Éthiopie, en Érythrée et en Somalie s'accroît.

«*Nous pourrions réévaluer la situation*», a dit le commandeur, qui se trouve à bord du navire HMCS Iroquois dans le golfe d'Oman.

«*Nous sommes ici depuis un bon bout de temps et je ne suis pas certain que le réseau al-Qaïda sera encore très actif ici. Il y a peut-être d'autres endroits où nous pourrions être plus utiles.*»

Roger Girouard est à la tête de la force opérationnelle 151 depuis le mois de janvier. Ce grou-

pe de navires et d'avions de guerre de plusieurs nations en mission pour faire échec au terrorisme compte des Grecs, des Français, des Américains, des Néozélandais et des Canadiens.

Les forces de la coalition n'ont encore identifié qu'un nombre limité de suspects, mais il semblerait que des membres de l'organisation d'Oussama ben Laden seraient en transition de l'Afghanistan vers l'Afrique.

Les Nations unies soutiennent que la Somalie est une plaque tournante pour le trafic d'armes.

# JNY

JONES NEW YORK

Collection Printemps 2003

JONES NEW YORK

Tailles 4 à 16, Boutique au 2<sup>e</sup> poste 238

JONES NEW YORK PETITE

Tailles 2P à 14P, Boutique au 2<sup>e</sup> poste 238

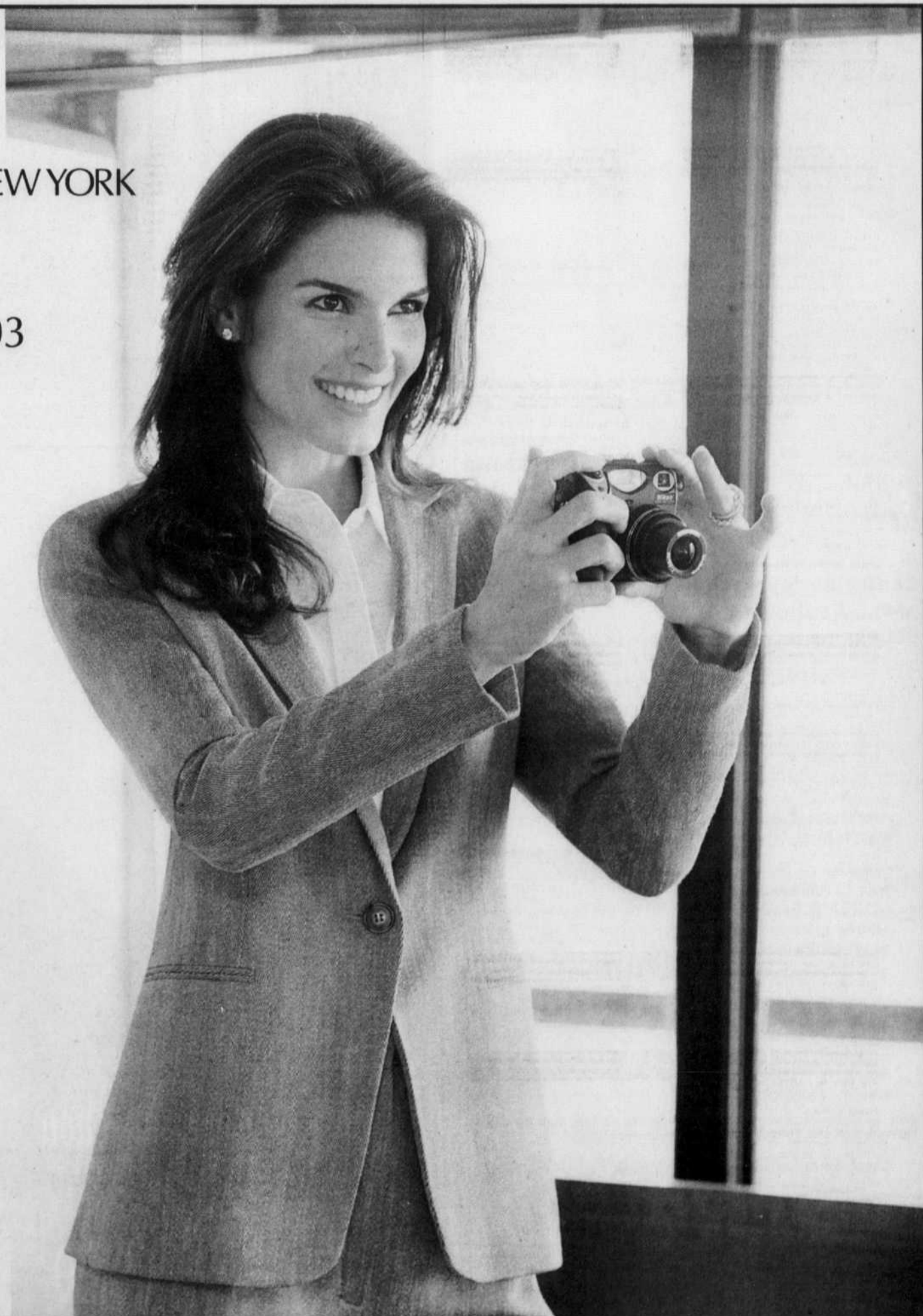
JONES NEW YORK TAILLE F RTE

Tailles 14W à 24W, Boutique au 4<sup>e</sup> poste 342

SERVICE PERSONALISÉ

OGILVY

STE-CATHERINE ANGLE DE LA ONTAGNE  
(514) 842-7711  
WWW.OGILVYCANADA.COM



## LA GUERRE EN IRAK

# Vers une réconciliation entre Téhéran et Washington

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT  
DU DEVOIR

Paris — La guerre en Irak a déjà produit un résultat marquant. Celui-ci est malheureusement passé à peu près inaperçu. Sans faire de bruit, l'Irak a ouvert en février dernier ses installations militaires aux experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Son directeur, Mohamed el-Baradeï, s'est rendu sur le site nucléaire de Natanz, à 200 kilomètres au sud de Téhéran. Avant son départ, il s'est entretenu avec le président Mohamed Khatami, qui lui a laissé entendre que l'Irak pourrait enfin autoriser les visites imprévisibles des inspecteurs de l'ONU.

Pour un pays qui appartient à l'axe du mal, c'était un geste inespéré! «L'Irak sait très bien qu'il ne peut plus poursuivre son programme secret d'armement, que ce n'est plus la peine de jouer à provoquer les Américains», dit Bernard Hourcade, directeur de recherche au CNRS sur le monde iranien. Pour la plupart des spécialistes de l'Irak, dont ce chercheur qui enseigne actuellement à l'université de Berkeley à San Francisco (*Iran - Nouvelles identités d'une république*, Editions Belin), le pays cherche désespérément une façon de s'entendre avec les États-Unis.

Bien sûr, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khameneï, n'a pas abandonné sa rhétorique anti-américaine. Il affirme toujours que «le but des Américains est d'occuper l'Irak, de dominer la région et d'établir un contrôle total sur nos ressources pétrolières».

Mais ces discours n'abusent plus personne. Ce qui frappe, c'est la «neutralité active» du gouvernement et sa coopération tacite avec les Américains, dit Bernard Hourcade. On sait que les représentants des deux pays se sont rencontrés il y a des semaines pour



ARCHIVES LE DEVOIR  
Mohamed Khatami, président de l'Irak.

s'entendre sur le sort des blessés américains qui se retrouvent du côté iranien de la frontière. On a aussi discuté de la neutralité des milices chiites de l'ayatollah Akim, massées dans la région autonome du Kurdistan.

«Les durs du régime condamnent massivement Bush et Blair, dit Bernard Hourcade. Mais en même temps, le ministre des Affaires étrangères Kamal Kharazi profite d'un voyage à Londres pour coordonner la politique du régime avec l'intervention américano-britannique.»

Il faut dire que le conflit irakien a commencé en plein nouvel an iranien. Pendant les deux premières semaines de la guerre, le pays était pratiquement fermé. Les manifestations contre la guerre ont été plutôt clairsemées pour un pays où l'antiaméricanisme fait partie du fond de commerce depuis que Washington a renversé le président Mossadegh, en 1953.

«L'Irak a d'abord essayé d'éviter tout malentendu qui aurait pu être mal interprété, dit Bernard Hourcade. Ce que veut l'Irak, c'est montrer qu'il est respectueux des

règles du droit international. Il veut apparaître, aux yeux des Américains, comme un interlocuteur valable pour assurer la stabilité du Proche Orient. Il cherche à renouer avec Washington comme il avait tenté de le faire lors du conflit en Afghanistan.»

Depuis un an et demi, les officiels iraniens ont levé l'interdit sur les discussions avec le gouvernement américain. On assiste même, selon Bernard Hourcade, à une course entre réformateurs et conservateurs pour savoir lesquels seront les premiers à s'entendre avec l'ennemi d'hier. Les Iraniens savent que la survie de la république islamique en dépend.

«L'Irak ne peut plus jouer au petit soldat. S'il continue, c'est la mort. Aujourd'hui, les États-Unis sont à la frontière, comme la Russie à l'époque en Afghanistan. Il faut trouver un modus vivendi. Celui qui décrochera cet accord en tirera un grand prestige politique. En ce sens, la politique américaine est un succès. Un succès au prix exorbitant, mais un succès quand même.»

De toute façon, M. Hourcade ne croit pas que l'Irak puisse avoir une grande influence sur les populations chiites irakiennes. Il n'attend rien des milices de l'ayatollah Akim, qui ont l'ordre de ne pas bouger pour l'instant. On parle de 15 000 hommes, mais ces chiffres sont contestés. Personne ne sait non plus ce qu'ils valent du point de vue militaire. Ces troupes sont depuis un certain temps sous l'autorité des Kurdes de l'UPK.

«C'est la seule armée dont dispose un groupe irakien autre que les Kurdes, dit M. Hourcade. Ils pourraient jouer un petit rôle, mais pas déterminant. Ils sont loin des territoires chiites. Ce sont des militants qui pourront affirmer leur opinion avec des arguments musclés. Ce n'est certainement pas une armée capable de prendre le pouvoir.»

L'Irak n'a surtout pas envie de voir ces milices se jeter dans la mêlée, dit M. Hourcade. Les Iraniens, qui soutiennent déjà les ter-

roristes palestiniens, ne veulent pas être accusés de fomenter le terrorisme en Irak.

Ce n'est pas parce que les Iraniens et les Irakiens sont en majorité chiites qu'ils se ressemblent. Ils sont aussi différents que les catholiques français le sont des catholiques italiens, explique le chercheur. Les premiers sont des Arabes et les seconds sont des Perses. Ils se disputent d'ailleurs depuis longtemps le leadership de la communauté chiite. Les Irakiens possèdent les principaux lieux saints du chiisme, Najaf et Karbala, où ont traditionnellement été formés les grands ayatollahs. L'influence de Qom, en Iran, ne date que des années 50.

Selon Bernard Hourcade, l'Irak craint que Najaf ne redeviennent bientôt un grand centre international ouvert sur le monde chiite. L'Irak retrouverait ainsi une influence religieuse prépondérante.

Une autre rivalité pourrait aussi pointer à l'horizon. L'Irak est pour l'instant la seule république de la région. C'est une république à la démocratie embryonnaire, entourée de monarchies obscurantistes comme l'Arabie Saoudite, où il n'y a pas le centième de la liberté qu'on trouve en Iran. Les populations de la région pourraient bientôt se retrouver devant deux modèles républicains différents.

«Cela mettra l'Irak et l'Irak en rivalité. Les Irakiens pourront évidemment dire que leur république n'a pas été imposée de l'extérieur. Les Irakiens mettront en avant le fédéralisme et la territorialisation. Au contraire, les Iraniens considèrent que l'autonomie territoriale peut être source de guerre. Les Iraniens ne souhaitent pas avoir une région autonome kurde à leur frontière, qui créerait une pression chez les Kurdes iraniens.»

En attendant, les Iraniens ne rêvent que d'une chose: avoir accès à l'American way of life, dit Bernard Hourcade. «Ils veulent évidemment préserver leur indépendance mais, surtout, qu'on les débarrasse des mollats.»

## Le musée archéologique de Bagdad est mis à sac

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Des pillages avaient cours hier après-midi dans le musée archéologique de Bagdad, qui renferme la plus importante collection d'œuvres du riche patrimoine irakien.

Une dizaine de pillards sévissaient sans être inquiétés dans certaines salles d'exposition du «Musée irakien», dont les bureaux administratifs ont été totalement mis à sac, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Des poteries et certaines statues ont été cassées et d'autres renversées alors que des caisses en bois vides étaient dispersées sur le sol.

Deux hommes sont sortis du musée en emportant une porte antique d'une des salles situées au rez-de-chaussée du musée, celle se trouvant à l'étage semblant avoir été épargnée.

Dans les bureaux administratifs, des documents, des dossiers et des brochures jonchaient le sol.

Certaines salles étaient en grande partie vides mais des vitres d'exposition intactes semblaient indiquer que les pièces qu'elles contenaient avaient été évacuées avant la guerre.

Des morceaux d'autres pièces arrachées par la force des murs étaient visibles sur le sol.

D'autres, à l'instar de trois pierres tombales portant des inscriptions en calligraphie coufique, étaient toujours en place.

Des objets antiques de grande taille, difficiles à transporter, étaient toujours exposés. Des sacs de sable étaient déployés sur le sol pour les protéger en cas de chute.

Certains témoins présents sur les lieux ont affirmé que toutes les pièces qui se trouvaient dans les salles partiellement vides avaient été emportées par les pillards alors que, selon d'autres, une partie des œuvres a été transférée du musée sous la supervision des forces américaines peu après leur entrée en ville mercredi.

«Les pillards n'ont pas atteint les principales salles, qui se trouvent pour la plupart à l'étage», a affirmé à l'AFP un des témoins, Housam Zouheiri.

L'Irak actuel correspond à l'ancienne Mésopotamie, berceau des civilisations de Sumer, d'Akkad, de Babylone et d'Assyrie, auxquelles l'humanité doit l'écriture, le calcul et ses premières villes.

Dans ses musées et sur plus de 10 000 sites archéologiques, le pays renferme des quantités fabuleuses d'objets d'art, témoins des chapitres de l'histoire qui furent écrits entre le Tigre et l'Euphrate.

Assassiné jeudi à Najaf

## Al-Khoï était un leader chiite respecté

LE MONDE

Londres — Avec sa longue robe grise, sa barbe et son turban noirs, Abdul Majid Al-Khoï, assassiné jeudi 10 avril dans la ville sainte irakienne de Najaf, était une figure influente et respectée de la communauté musulmane de Grande-Bretagne.

Le gouvernement de Tony Blair le considérait comme le principal interlocuteur chiite du royaume.

Après les attentats du 11 septembre, le premier ministre avait reçu à plusieurs reprises, aux côtés d'autres dirigeants musulmans, ce porte-parole d'un chiisme modéré, hostile à la doctrine de Khomeiny et favorable à l'intervention militaire contre le régime des talibans. Il était le fils du grand ayatollah Sayyid Aboul Qassem Al-Khoï, guide spirituel des chiites irakiens lors de la première guerre du Golfe. Après le soulèvement contre Saddam Hussein, celui-ci avait été arrêté avec des centaines de chefs religieux, avant de mourir en résidence surveillée en 1992. Son fils s'était exilé en Grande-Bretagne où il dirigeait, au nord-ouest de Londres, une fondation portant son nom, avec école religieuse et mosquée.

Que s'est-il passé jeudi à Najaf, la troisième ville sainte aux yeux des quelque 120 millions de chiites — après La Mecque et Médine —, à 160 km au sud de Bagdad? Selon les témoins et les informations parvenues au siège londonien de sa

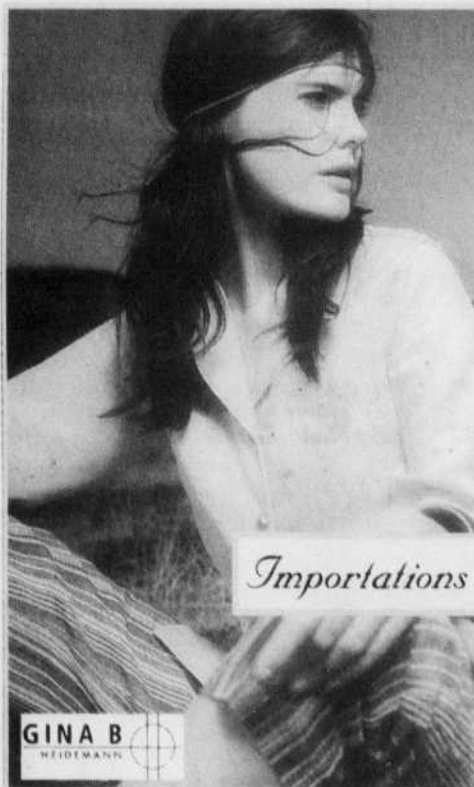
fondation, le chef chiite devait participer à une discussion avec d'autres mollats pour décider du contrôle de la grande mosquée, qui abrite le tombeau de l'imam Ali, cousin et gendre du Prophète. Avec ses murs ornés de céramique et son dôme recouvert d'or, cette mosquée est un trésor de l'art islamique.

Sans protection

Abdul Majid Al-Khoï s'apprêtait à négocier avec un autre dignitaire, Haider Al-Kadar, détesté à cause de son allégeance envers le régime de Bagdad, lorsque des membres d'un autre clan, fidèles au mollat Mohamed Breda Al-Saddar, l'agressèrent. Al-Khoï tenta de s'interposer, puis les deux hommes furent tués, dans la mosquée, à coup de poignards et de sabres. Dans cette ville contrôlée par les soldats américains, Al-Khoï se trouvait sans protection rapprochée, son escorte étant restée, par respect, à l'écart du lieu saint.

A-t-il été la victime involontaire d'un règlement de comptes ou a-t-il payé le prix de son retour trop prématuré dans le sillage des Américains? Comme de nombreux exilés, il voulait, après douze ans d'exil, rentrer en Irak le plus tôt possible, ce qu'il avait fait le 3 avril.

Tony Blair s'est dit «attristé et horrifié» en apprenant sa mort, qualifiée d'«effrayante tragédie» par le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw.



Vous trouverez des griffes Allemandes, Canadiennes et Québécoises.

COLLECTION  
PRINTEMPS-ÉTÉ

La boutique qui possède la renommée de la beauté et du service personnalisés.

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la Concorde Est, Laval  
(450) 662-1168

mardi - mercredi 10h à 17h30  
jeudi - vendredi 10h à 18h  
samedi 10h à 16h

Colloque international  
**La légitimité de l'État et du droit**  
Autour de Max Weber  
15 - 17 avril 2003, Université de Montréal

Séance d'ouverture: mardi le 15 avril, 17h, Amphithéâtre IBM / HEC  
«La fin du monopole de la violence légitime?»  
par Catherine COLLIOT-THÉLENE  
directrice du Centre Marc Bloch, Berlin

Inscriptions / Renseignements:  
(514) 343-8763 poste 0  
Programme:  
www.ccrie.umontreal.ca

Le Centre canadien d'études européennes et européennes  
Université de Montréal

Centre de recherche sur l'intermédialité  
APPEL À CANDIDATURE  
BOURSE DE POST-DOCTORAT

Concours janvier 2004

Présentation du Centre

Le Centre de recherche sur l'intermédialité (CRI) a été créé en 1997, à l'Université de Montréal. Dirigé par André Gaudreault, professeur titulaire en études cinématographiques au Département d'histoire de l'art (UdeM), il rassemble à ce jour 20 membres réguliers et 21 membres associés de diverses institutions universitaires québécoises, canadiennes et européennes. Il compte aussi dans ses rangs plus de quatre-vingt étudiants de maîtrise et de doctorat.

Dates

La bourse est offerte pour un an, de janvier 2004 à décembre 2004. La date de remise des dossiers est fixée au 31 mai 2003; les résultats seront annoncés à la fin juin. La bourse sera délivrée au moment de l'inscription du boursier post-doctoral au semestre d'hiver 2004.

Montant

Jusqu'à 15 000\$ pour un an (voir critères de sélection), renouvelable une fois.

Admissibilité

Est admissible tout candidat qui projette de s'inscrire dans un programme de post-doctorat sous la direction d'un membre régulier du Centre et qui sera en mesure de participer aux activités régulières du Centre.

Pour le règlement complet du concours, voir le site web du CRI à l'adresse suivante: <http://cri.histart.umontreal.ca/cri/fr/>

Centre de recherche sur l'intermédialité  
Pavillon Lionel-Groulx, Université de Montréal  
C.P. 6128, succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3J7  
Téléphone: (514) 343-7433  
Télécopieur: (514) 343-2393  
Courriel: [cric@histart.umontreal.ca](mailto:cric@histart.umontreal.ca)  
Site web: <http://cri.histart.umontreal.ca>



La forme masculine est ici employée pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

Nouvelle Collection  
Printemps / Été 2003

doice doice  
DANNA UOMO

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de Commerce Mondial  
844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial  
281-7999  
5107, av. du Parc  
277-7558

Urgence!  
IRAK: LES GENS D'ABORD!

CONTRIBUEZ À L'ACTION HUMANITAIRE  
D'OXFAM-QUÉBEC

1-877-937-1614 [www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Québec

Culture et télé  
pour ne rien manquer

L'AGENDA  
chaque samedi

LE DEVOIR

## LA GUERRE EN IRAK

L'HOMME ET LA MACHINE (1<sup>re</sup> de 3)  
avec Bernard Derome  
Des idées plein la tête  
DIMANCHE 13 h

95.3 FM 102.5 FM  
Québec Ottawa - Gatineau

100.7  
Chaîne culturelle  
Radio-Canada

Après Kirkouk

## Les Kurdes et les Américains prennent Mossoul

Washington tente de rassurer la Turquie en affirmant que les peshmergas n'y resteront pas

DEBORAH PASMANTIER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Mossoul — Les Américains et les combattants kurdes ont presque fini de prendre le contrôle de Mossoul hier après-midi après une journée de fureur et de pillage ou, pendant plusieurs heures, la ville arabe jusqu'alors loyale à Saddam Hussein a semblé livrée à elle-même. Vers 18h, le lieutenant-colonel américain Robert Waltemeyer, responsable du commandement de Mossoul, a annoncé que la ville était désormais sous le contrôle des forces spéciales américaines et kurdes. «Il reste quelques poches de résistance», a-t-il toutefois convenu.

Les premiers Américains — quelques dizaines — qui ont atteint le centre-ville en milieu d'après-midi ont été accueillis par des tirs de tireurs embusqués qui ont obligé une partie d'entre eux à quitter précipitamment le bâtiment du gouvernement.

Vers 19h30, les tirs sporadiques à l'arme automatique ou à la mitrailleuse se poursuivaient dans le centre et près de l'aéroport où les Américains ont installé leur quartier général, a constaté un journaliste de l'AFP.

## Ville silencieuse

Les Américains sont arrivés, suivis par quelque 300 membres des forces spéciales kurdes, dans une ville silencieuse, désertée et ravagée après des heures de fureur et de pillage. De très nombreux bâtiments incendiés fumaient encore au-dessus de la ville pétrolière alors que les derniers pillards fuyaient avec leur butin à bord de tracteurs ou de camionnettes.

Hommes, femmes, enfants se sont livrés au sac systématique des administrations, notamment du bâtiment du gouvernement, ravagé et vidé de ses documents, des hôtels ainsi que d'un palais de Saddam Hussein, dont ils ont tout pris, jusqu'aux portes, bouts de marbre et poignées dorées.

Les premiers Américains étaient arrivés à Mossoul dans la nuit de jeudi à hier, avait annoncé à Washington le secrétaire américain d'État à la Défense, Donald Rumsfeld.

Selon tous les témoins interrogés sur place, les soldats irakiens ont abandonné leurs armes jeudi après-midi et sont rentrés chez eux habillés en ci-

vil. Mossoul, ville majoritairement arabe, loyale à Saddam Hussein, a toujours fourni de nombreux soldats à l'armée irakienne.

«Hier, notre commandant nous a dit de nous retirer. Nous avons quitté notre uniforme et sommes rentrés chez nous, de même que les officiers, les membres du parti Baas ou ceux de la Garde républicaine. Puis, dans la nuit, des peshmergas sont arrivés», a raconté un jeune soldat sous couvert de l'anonymat.

En même temps, selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les commandants du cinquième corps de l'armée irakienne tentaient de négocier une capitulation sans combat, ce qui a

été chose faite, près de Mossoul, hier en milieu d'après-midi, selon le commandement central américain (Centcom).

Mais hier soir, personne n'était vraiment capable de dire où étaient les derniers loyalistes à Saddam Hussein. Des hommes ont été aperçus armés de lance-roquettes près du Tigre.

## Retrait

Avant de tomber dans l'anarchie, la ville avait semblé contrôlée par des forces kurdes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) aperçues en nombre limité et très discrètes.

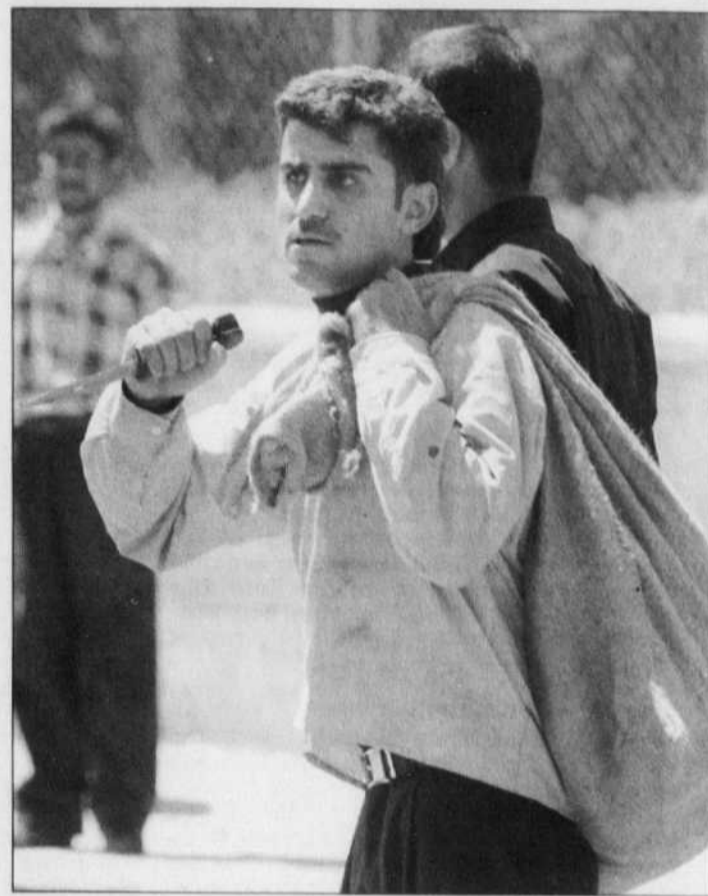
En début de matinée, un journaliste de l'AFP avait pu voir quelques colonnes de peshmergas envoyées en reconnaissance dans les faubourgs ainsi que des forces kurdes clandestines de Mossoul qui avaient investi quelques bâtiments, notamment sur la place du gouvernement.

Mais très vite, les forces kurdes se sont retirées, laissant la ville à elle-même, où, outre la fureur, les habitants exprimaient leur haine des peshmergas et des Américains dans une tension non retenue. Un drapeau du PDK hissé sur le toit du bâtiment du gouvernement a vite été remplacé par un drapeau irakien tandis que résonnaient des rafales de tirs automatiques.

## «Pas content»

«Je ne suis pas content, ces peshmergas qui détruisent tout, qui pillent les bâtiments. Est-ce que c'est cela, assurer la sécurité? Est-ce que c'est cela, participer à la stabilisation de la ville?», a dit une femme, Safah Salam.

L'arrivée des Américains n'a été saluée par aucune liesse populaire et les habitants étaient



Cet Irakien a participé hier au «sac» de la banque centrale de Mossoul.

d'avantage enclins à dire leur tristesse de voir le régime de Saddam Hussein tomber.

Les Etats-Unis ont informé la Turquie que les peshmergas quitteraient Kirkouk et Mossoul, selon une source gouvernementale turque.

Le chef de la diplomatie d'Ankara, Abdullah Gül, a déclaré qu'il croyait aux assurances amé-

ricaines tout en rappelant que son pays se réservait le droit d'intervenir.

Seules quelques dizaines de GI's étaient déployés hier à l'aéroport de Mossoul et sur les champs pétroliers et leur nombre restait insuffisant pour assurer une présence d'envergure dans les rues de la ville de 700.000 habitants. Des renforts étaient attendus.



# À partir de 265\$ par mois\*, la Jetta GLS est tout équipée... ou presque!

- Sièges avant chauffants
- Climatiseur
- Lecteur CD de qualité supérieure
- Vitres électriques
- Freins à disque aux quatre roues avec ABS
- Garantie limitée pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km\*\*



Êtes-vous fait pour Volkswagen?



vw.ca

\*Location de 48 mois. Offre d'une durée limitée sur modèle berline 2003 de base, 5 vitesses, neuf, en stock. Non valable sur TDI et familiale. Acompte: 3 125 \$. Dépôt: 320 \$. Option 0 \$ comptant avec mensualité de 338 \$ et dépôt de 390 \$. Frais d'inscription au RDPRM (jusqu'à 46 \$) et droits sur les pneus neufs en sus. Taxe de 100 \$ en sus sur climatiseur. 0,12 \$ du km après 80 000 km. Immatriculation, assurances, taxes et frais administratifs en sus. Transport et préparation inclus. La première mensualité est requise à la transaction. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Volkswagen Finance est une division de Crédit VW Canada Inc. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Ne s'applique qu'aux particuliers. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre.

\*\*Selon la première de ces deux éventualités. Tous les détails chez votre concessionnaire.

# LA GUERRE EN IRAK

## Les soldats de la carte verte

10% des militaires américains dans le Golfe ne sont pas citoyens

ANTOINE CHAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Engagez-vous, qu'il disait! Ils sont 37 000 à avoir suivi ce conseil de l'oncle Sam pour être enfin citoyens du colosse étoilé. Cinq d'entre eux le sont devenus à titre posthume. José Gutierrez, Francisco Martínez, Jesus Suarez, José Garibay et Joseph Menusa sont tombés au champ d'honneur dans les sables irakiens. Ils ont réalisé leur rêve américain.

Sur les 250 000 militaires américains actuellement dans le golfe Arabo-Persique, près de 10 % ne sont pas citoyens américains. On les appelle les «green card soldiers». Il faudrait plutôt les nommer «soldados de tarjeta verde», car ils sont majoritairement nés au sud du Rio Grande.

Ces «soldats de la carte verte» sont allés au front parce que George W. Bush a signé, en juillet dernier, un décret présidentiel permettant à tout immigrant servant la bannière étoilée de ne plus attendre cinq longues années avant d'obtenir sa citoyenneté. Depuis ce temps, on se bouscule au portillon: il y a quatre fois plus d'immigrants latino-américains qui s'enrôlent.

«Il est important qu'une partie de la population américaine, qui est contre l'immigration, sache qu'il y a des gens qui vont se battre pour notre pays sans en être encore citoyens», déclare le démocrate texan Ciro D. Rodriguez à Univision.

La plus grande chaîne de télévision de langue espagnole des États-Unis couvre la guerre en Irak comme si cela était une question de vie ou de mort pour les 37 millions d'Américains d'origine hispanique.

«Il y a plus de 20 000 soldats hispaniques qui se battent dans cette guerre... Notre couverture met donc l'accent sur cet angle», déclare le chef d'antenne Jorge Ramos. Une visite sur le site Web d'Univision a de quoi surprendre. On a nettement l'impression que l'actuelle guerre est principalement menée par les soldats «latinos».

### Zones dangereuses

Il est vrai, comme le rappelle le démocrate Martin Frost, du Texas, que «les troupes hispaniques sont les plus souvent déployées dans des zones dangereuses».

Le premier à mourir pour sa future patrie, note en long et en large Univision, c'est José Gutierrez, un orphelin de 28 ans, dont le corps a été rapatrié chez sa sœur au Guatemala après avoir reçu tous les honneurs à Los Angeles où il vivait seul. Il rêvait d'être architecte. Même la vie des prisonniers de guerre en Irak est décrite avec force détails: sur les sept POW (prisoners of war), il y a après tout parmi eux un Mexicain et un Panaméen.

Tout cela est bien beau, dit Gonzalo Soruco, de l'université de Miami, «mais il faudrait que l'on explique pourquoi il y a tant d'Hispaniques se battant en Irak: l'armée attire les pauvres, les minorités. C'est là une façon rapide de régler ses problèmes d'argent dans ce pays où l'on voit des gens dans les bars applaudir à chaque bombardement américain».

Charles B. Rangel, un démocrate de New York, est tout à fait d'accord: «Ce n'est tout simplement pas juste que ceux à qui nous demandons de mener nos guerres joignent l'armée pour des raisons économiques, parce qu'ils ont de moins en moins d'options.»



REUTERS

### Une légion étrangère?

Cité dans le *New York Times* du 30 mars, ce vétéran de la guerre de Corée demande haut et fort le retour à une armée de conscription, abolie par Richard Nixon en 1973, afin de réduire l'opposition à la guerre du Vietnam. Dans cette même édition, l'influent quotidien de la 43<sup>e</sup> Rue à Manhattan rappelle que, si le nombre de militaires a chuté de 23 % dans les années 90, le nombre de «latinos» en uniforme a grimpé de près de 30 % ces dix dernières années.

Service militaire obligatoire ou pas, le recrutement d'immigrants sous les drapeaux n'est pas chose nouvelle aux États-Unis. Déjà, pendant la guerre de Sécession (1861-65), qui a fait 600 000 morts, le quart des soldats engagés contre les Sudistes n'avaient pas la citoyenneté américaine.

«Pendant la Première Guerre mondiale, 18 % ou près d'un demi-million d'immigrants de 46 nationalités différentes ont servi dans l'armée américaine», souligne Nancy Gentile Ford, une historienne de l'université Bloomington en Pennsylvanie.

Pour Lyle Hendrick, un officier à la retraite, c'est clair: les nouveaux immigrants font «parfois de meilleurs soldats que les jeunes Américains. Ils ont beaucoup plus de considération pour la citoyenneté américaine et en tirent une plus grande fierté que ceux qui sont Américains de naissance». Il craint cependant que la plus puissante armée du monde ne finisse par rassembler à la Légion étrangère française, dont les 8000 soldats proviennent d'une centaine de pays.

Une armée de mercenaires? «Le mot est un peu trop fort», répond Nancy Gentile Ford. La question ne se pose même pas pour l'Équatorien Fausto Trivino. Aux dernières nouvelles, il marchait toujours dans les sables irakiens. À la recherche de son rêve américain.

### Reconstruction du pays

## Paris, Moscou et Berlin exigent un «rôle central» pour l'ONU

AGENCE FRANCE-PRESSE

Saint-Petersbourg — La Russie, la France et l'Allemagne ont parlé d'une seule voix hier à Saint-Petersbourg, réclamant un «rôle central» pour l'ONU dans la reconstruction de l'Irak d'après-guerre.

À l'issue d'un entretien d'environ une heure, le premier d'un sommet qui devait se poursuivre aujourd'hui, Vladimir Poutine, Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont tous trois insisté sur le retour à un dispositif articulé autour des Nations unies.

«Dès que possible, après une phase nécessaire de sécurisation», il faudra mettre en route la reconstruction politique, économique et institutionnelle de l'Irak, et «il appartiendra aux Nations unies d'y jouer un rôle central», a déclaré M. Chirac au cours d'une conférence de presse commune avec le président russe et le chancelier allemand.

«Elles seules ont la légitimité nécessaire», a-t-il ajouté. Il n'en a pas moins insisté également sur la responsabilité légale

des «forces américaines et anglaises, en tant que puissances occupantes, de maintenir l'ordre et de créer les conditions d'acheminement de l'aide humanitaire».

### Les armes

Le chancelier Schröder a pour sa part estimé que toute la communauté internationale, y compris la coalition conduite par les États-Unis, devait accepter «l'égide» de l'ONU.

«La victoire militaire [des États-Unis] est incontestable», mais ce qu'il faut maintenant obtenir, c'est «une victoire durable pour les Irakiens et toute la région», a-t-il ajouté.

Le président Poutine, hôte du sommet, a insisté également sur le «rôle unique de l'ONU comme mécanisme de règlement dans les affaires internationales», tout en soulignant que l'objectif ne pourrait être atteint «sans une coopération dans la zone euro-Atlantique».

Il n'en a pas moins critiqué l'opération américaine, estimant que le but de la coalition américano-britannique n'avait «pas été atteint».

Le seul but légitime aurait été la

destruction d'armes de destruction massive, a-t-il dit en substance.

Or, «on ne sait toujours pas si Saddam en avait. Si au moment ultime il ne s'en est pas servi, soit il n'en avait pas, soit il ne pouvait pas les utiliser. Mais alors, quel problème voulions-nous régler là-bas?», s'est exclamé M. Poutine.

Par ailleurs, le dirigeant russe s'est montré ouvert à l'égard d'une idée avancée par Washington d'annuler «tout ou partie» des dettes de l'Irak.

Moscou, Paris et Berlin, chefs de file de l'opposition à la guerre lancée en Irak par les États-Unis sans l'aval de l'ONU, tentaient par le sommet de Saint-Petersbourg de réimposer leurs voix à propos de l'Irak, face à Washington qui semble vouloir les marginaliser et confiner l'ONU à un rôle essentiellement humanitaire.

«Le but de notre réunion n'est pas la division de la communauté internationale, mais la recherche d'une solution acceptable par tous du problème irakien, et d'une structure de sécurité internationale pour le XXI<sup>e</sup> siècle», a souligné M. Poutine.

## La dette irakienne préoccupe les ministres du G7

GUY DEBACHE  
REUTERS

Washington — La reconstruction de l'Irak et la question du rôle dévolu à l'ONU dans ce processus ont créé de nouvelles tensions entre les pays membres du G7, qui s'étaient déjà divisés entre partisans et opposants à la guerre.

Les ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés, qui se réunissent hier et aujourd'hui à Washington dans le cadre de l'assemblée de printemps du FMI, consacreront leurs entretiens aux moyens à mettre en œuvre pour doper l'économie mais aussi au lancement du processus de reconstruction de l'Irak, dont le coût pourrait atteindre, selon certaines banques américaines, de 20 à 30 milliards de dollars.

Les Américains veulent aussi que le G7 discute de la manière dont les pays membres peuvent diminuer la lourde dette accumulée par l'Irak sous le règne de Saddam Hussein. La France et l'Allemagne — principaux opposants à la guerre avec la Russie — sont particulièrement attendus sur ce sujet puisqu'elles figurent, avec les États-Unis et la Russie, parmi les principaux pays créanciers.

Le numéro deux du Pentago-

ne, Paul Wolfowitz, a suggéré à la France, à la Russie et à l'Allemagne d'effacer «tout ou partie» des prêts consentis à l'Irak du temps de Saddam Hussein afin de contribuer à la reconstruction de ce pays.

«J'espère qu'à titre d'exemple, ils [ces trois pays] se souviendront des sommes considérables prêtées au dictateur pour qu'il se procure des armes, se fasse construire des palais et mette en place les instruments de sa répression», a déclaré le secrétaire d'État adjoint à la Défense devant la commission des Forces armées du Sénat.

Paris et Berlin ont déjà répondu que la question de la dette irakienne devait être réglée «de manière multilatérale» au sein du Club de Paris, qui regroupe les pays créanciers. Mais Moscou s'est montré plus conciliant. La Russie est prête à étudier une requête de Washington visant à lui faire effacer de huit à douze milliards de dollars de dettes contractées par l'Irak, a indiqué hier le président Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse aux côtés du chancelier allemand Gerhard Schröder et du président français Jacques Chirac.

Il a suggéré que ce sujet soit examiné lors du sommet du G8 qui se tiendra à Evian en juin prochain.

Le rôle que jouera l'ONU dans la reconstruction de l'Irak fait aussi l'objet de tensions au sein du G7. Britanniques, Français et Allemands souhaitent voir l'organisation jouer un rôle central, tandis que les États-Unis refusent cette distribution.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell a ainsi estimé hors sujet «la suggestion» selon laquelle «la coalition qui a tout fait et qui a libéré l'Irak» devrait s'écarter et laisser le Conseil de sécurité assumer la responsabilité du reste.

Le secrétaire américain au Trésor, John Snow, a pour sa part estimé que la Banque mondiale pourrait jouer un rôle central dans la reconstruction, mais là encore des tensions sont apparues. Le président de la Banque, James Wolfensohn, a estimé que les Nations unies devaient d'abord reconnaître un gouvernement légitime à Bagdad.

Les pays en développement réunis au sein du G24, «très préoccupés par la gravité de la situation en Irak», ont pour leur part appelé l'ONU, hier dans un communiqué, à «remédier à cette situation conformément à sa charte, notamment à subvenir aux besoins humanitaires potentiellement considérables de la population irakienne, ainsi qu'à participer à la reconstruction du pays après la guerre».

## Lettre d'appui d'universitaires à l'Union des forces progressistes

De nombreuses voix se sont élevées récemment pour condamner les dangereuses mesures du programme de l'Action démocratique du Québec, qui menacent l'ensemble de nos acquis sociaux. Les centrales syndicales par exemple ont déclaré vouloir barrer la route à l'ADQ et tout faire pour qu'elle ne soit pas élue. Elles disent vouloir sensibiliser leurs membres au danger public que constitue ce parti et les aider à orienter leur vote dans la bonne direction. Un vote dont elles souhaitent, sans y appeler officiellement, qu'il se porte vers le Parti québécois, c'est-à-dire vers un parti qui s'est montré, au cours de la période récente, comme plus ouvert aux revendications de la population travailleuse et des plus démunis, même si on sait qu'il porte la responsabilité d'un ensemble de décisions, prises au cours des huit dernières années, dont nous subissons toujours les conséquences, en particulier dans la santé. Pour les besoins de la cause, on passe rapidement sur le bilan négatif des décisions passées de ce parti pour insister sur ses redressements récents, laissant croire que ceux-ci pourraient être l'indice de ses intentions futures. Faute de le voir conserver le pouvoir, on pourrait toujours, semble-t-il, s'accommoder du Parti libéral. Seule l'ADQ étant désignée comme le parti à abattre, le PQ d'abord et le PLQ ensuite sont vus comme un moindre mal.

Nous estimons pour notre part qu'il faut rompre avec ce cul-de-sac qui consiste à laisser, élection après élection, des partis qui ne nous appartiennent pas et qui défendent des intérêts opposés aux nôtres, gouverner contre nous ou prétendre gouverner en notre nom. Nous estimons que c'est faire fausse route que de croire qu'il serait suffisant de faire pression sur un gouvernement tant péquiste ou libéral qu'adéquiste que soit réalisé le programme des couches travailleuses et populaires. Le programme des revendications syndicales et populaires ne sera vraiment défendu que par les forces syndicales et populaires organisées dans leur propre parti. L'Union des forces progressistes se veut l'embryon de ce parti et il faut dès maintenant contribuer à le construire. C'est pourquoi nous appuyons l'UFP dans cette élection et que nous appelons à voter pour ses candidats et candidates.

### Signataires jusqu'ici :

- M. Bernard, professeur, Sciences comptables, UQAM
- I. Bouchard, chargée de cours en travail social, UQAC
- A. Breton, Communications, UQAM
- D. Breton, professeur, Sociologie, Cégep de Trois-Rivières
- J. Carrette, professeur retraité, Travail social, UQAM
- G. Campeau, professeur, Sciences juridiques, UQAM
- C. Cousineau, chargée de cours, Sciences juridiques, UQAM
- M. Couture, professeur, Science politique, UQAM
- R. Dôle, professeur, langue anglaise, UQAC
- S. Dubord, chargée de cours en travail social, UQAC
- J. Duchesne, professeur, Linguistique, UQAM
- J. Dufour, Ph.D., professeur et chercheur, Sc humaines, UQAC
- M. Freitag, professeur retraité, Sociologie, UQAM
- L. Gill, professeur retraité, Sciences économiques, UQAM
- S. Jochems, chargée de cours, intervention sociale, UQAC
- J.-G. Lacroix, professeur retraité, Sociologie, UQAM
- C.-A. Lamontagne, professeur retraité, UQAC
- L.-P. Lauzon, professeur, Sciences comptables, UQAM
- P. Leblais, Sciences religieuses, UQAM
- A. Lippman, professeure, Épidémiologie, Université McGill
- N. Machouf, chargée de cours, École de Réadaptation, Université de Montréal
- D. Mandel, professeur, Science politique, UQAM
- D. Masciotra, chargé de cours, Éducation, UQAM
- D. Melnychuk, professeur, Médecine, Université McGill
- M. Nevert, professeure, Études littéraires, UQAM
- J.-G. Ouellet, chargé de cours, Sciences juridiques, UQAM
- C. Palardy, chargée de cours, École de service social, Université de Montréal
- J. Pelletier, professeur, Études littéraires, UQAM
- L. Robert, Études littéraires, UQAM
- M. Roche, chargé de cours, Science politique, UQAM
- H. Saulnier, chargé de cours, École de technologie supérieure
- E. Shragge, professeur, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia
- P.-A. Tremblay, Ph.D., Département des sciences humaines, UQAC
- M. Van Schendel, professeur retraité, Études littéraires, UQAM
- D. Veillette, professeure, Sociologie, Cégep de Trois-Rivières
- Suzanne Tremblay Étudiante au DDR et chargée de cours, UQAC

# UFP

Publicité autorisée par Alain Tremblay, agent officiel de l'Union des forces progressistes.

## La galerie ART SÉLECT

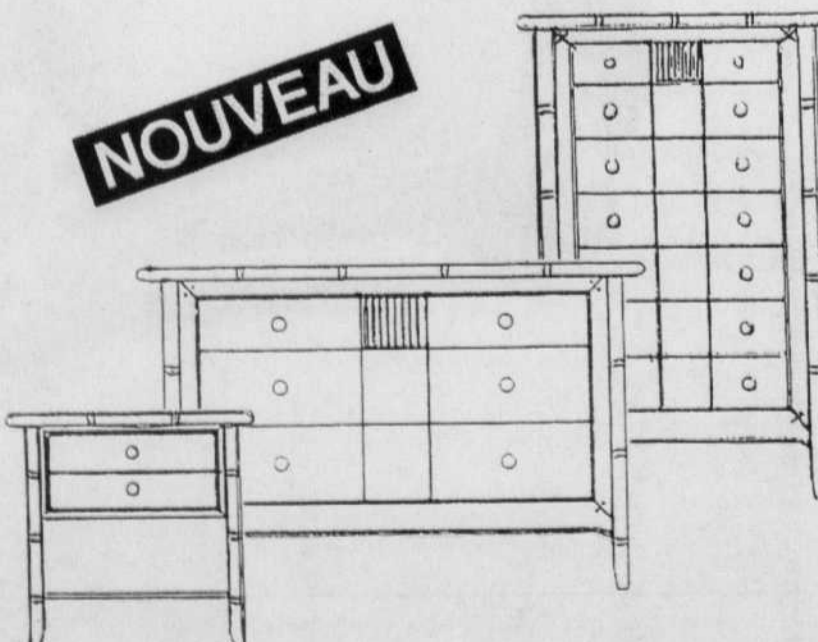
Importateur de meubles exclusifs de France

### Promotion de printemps

meubles de chambre à coucher

# 20%

offre de lancement  
du 12 avril au 3 mai 2003



**NOUVEAU**

100, avenue Laurier Ouest, Montréal (Québec) H2T 2N7  
Tél.: (514) 273-7088 • Téléc.: (514) 273-6656 • www.artselect.ca

## LE MONDE

Exactions contre les civils en Tchétchénie

## Un document officiel accable l'armée russe

NATALIE NOUGAYRÈDE  
LE MONDE

droits de l'homme seraient ainsi en dessous de la vérité.

Autre constat et aveu contenu dans ce rapport: l'abondance des charniers, reconnue pour la première fois de façon officielle. Sur deux pages intitulées «Données concernant les charniers de civils sur le territoire de la République tchétchène, recueillies par le ministère tchétchène des Situations d'urgence», s'étend une liste de 49 noms de localités avec, en face, le «nombre de cadavres» exhumés, depuis le début de la guerre, des fosses communes.

L'une d'elles, située au «cimetière central de Grozny», contient 260 corps, dit ce document. Au «village de datchas en face de Khankala», la plus grande base militaire russe en Tchétchénie: 43 dépouilles exhumées. Au village de Alkhan Kala, 35 corps. À Proletarskoe, 17 corps. À Aldi, un faubourg de Grozny, 22 corps. À Orouss-Martan, 13 corps. À Staraja Sounja, 18 corps. Au «sovkhoze laitier numéro 15», deux corps. Au village de Berkat-Iourt, cinq corps. Et ainsi de suite. Ce bilan, dont on ne peut pas savoir avec certitude s'il a été établi en février 2002 ou en février 2003 (erreur de frappe sur un page), fournit un chiffre officiel: 2879 cadavres ont été trouvés dans des charniers en Tchétchénie. La notion de charnier a ainsi fait son entrée dans les documents bureaucratiques russes.

Une autre partie du rapport décrit des dizaines de cas d'«assassinats», des «découvertes de cadavres portant des signes de mort violente», une «découverte de fragments de corps» (habitants tchétchènes attachés puis déchiétés à l'explosif, pratique fréquente chez les soldats russes depuis un an), ainsi que des «enlèvements», des cas de «orture» et de «passages à tabac» visant des civils tchétchènes.

Est d'abord cité le crime, puis le nom de la victime identifiée, puis le lieu et, dans la dernière colonne, le nombre de «BTR» (transporteurs de troupes blindés russes) présents aux abords des habitations tchétchènes au moment des faits. Ce détail, apparemment anodin, fournit en fait la preuve de l'implication de troupes de Moscou dans des ex-



Vladimir Poutine

ARCHIVES LE DEVOIR

tions contre des habitants. Le document mentionne la présence de BTR dans 32 crimes commis contre des civils en Tchétchénie, sur la période janvier-février 2003.

Enfin, ces documents officiels montrent que le début de l'année n'a donné lieu à aucun répit pour les civils en Tchétchénie. Un «tableau d'analyse comparative des crimes lourds commis sur le territoire de la Tchétchénie en janvier, février et mars 2003» recense, sur cette période, «70 assassinats, 126 enlèvements, 19 cas de disparitions (sans enlèvement), deux viols et 25 cas de découvertes de fragments de corps humains».

## Les ambitions de Kadyrov

Dans quel but ce rapport a-t-il été établi? Au moment du «référendum constitutionnel», tenu le 23 mars dans la République par Moscou pour faire croire au monde extérieur qu'un processus politique était en cours, certains cherchaient peut-être à offrir au président russe une vision plus réaliste de la situation en Tchétchénie, tranchant avec les assurances fournies par la hiérarchie militaire. Mais on peut supposer que M. Poutine, issu des services secrets, avait déjà les relais néces-

saïres pour être tenu au fait de la véritable tournure des événements.

Une autre explication possible tiendrait aux ambitions du mufti Akhmed Kadyrov. Le chef de l'administration prorusse, nommé par Moscou, veut s'appuyer sur le «référendum» pour être élu cette année président de la Tchétchénie, à la place d'Aslan Maskhadov, le chef des indépendantistes, retranché dans la guérilla armée. Conscient que les exactions perpétrées contre la population civile mine son assise, déjà faible, Akhmed Kadyrov aurait-il cherché à alerter le pouvoir central sur les dérives des soldats?

Établies sur la base de données recueillies localement par les autorités gouvernementales tchétchènes, ces informations constituent un aveu qui contredit du tout au tout le discours officiel russe. Oui, disent ces pages, l'armée russe commet des crimes de guerre. Oui, la Tchétchénie est un pays émaillé de charniers. Non, aucune amélioration n'a été observée ces derniers mois. Publiquement, le pouvoir russe garde un silence total sur ces faits qui se déroulent sur un territoire interdit aux médias.

ÉTATS-UNIS

## La Chambre vote pour l'exploitation pétrolière en Alaska

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La Chambre américaine des représentants, à majorité républicaine, a donné son feu vert dans la nuit de jeudi à hier à l'exploitation pétrolière dans la réserve naturelle d'Alaska.

La Chambre a rejeté par 228 voix contre 197 un amendement qui prévoyait d'interdire les forages de pétrole dans cette réserve.

Ce vote promet un affrontement avec le Sénat, qui s'était prononcé le mois dernier par 52 voix contre 48 contre l'exploitation pétrolière dans le parc naturel d'Alaska, un projet ardemment défendu par le président George W. Bush dans le cadre de sa politique énergétique nationale pour réduire la dépendance américaine aux importations d'hydrocarbure.

La majorité républicaine du Sénat a indiqué que l'ouverture de la zone côtière de la réserve naturelle d'Alaska à l'exploitation pétrolière et gazière ne sera probablement pas incluse dans son projet de législation sur l'énergie en raison d'un probable blocage démocrate.

L'opposition démocrate de la Chambre et les républicains modérés ont critiqué jeudi soir, avant

le vote, leurs collègues pour ne pas suffisamment encourager les économies d'énergie et la conservation.

Il n'y a rien dans ce projet de législation sur l'énergie pour promouvoir une réduction de la consommation d'essence des automobiles et des 4X4 de loisir, qui comptent pourtant pour 40 % des importations de pétrole des États-Unis.

Le sénateur démocrate John Kerry (Massachusetts), également un prétendant pour affronter M. Bush en 2004 pour la Maison-Blanche, avait souligné le mois passé que le pétrole qui serait extrait d'Alaska ne réduirait la dépendance américaine aux importations de brut que de 2 %.

Selon le département de l'Intérieur, chargé aux États-Unis de la gestion des parcs naturels, notamment, ces réserves pourraient aller de six à seize milliards de barils.

Le projet de législation de la Chambre contient un ensemble d'encouragements fiscaux surtout en faveur du secteur pétrolier, mais aussi minier et nucléaire.

Ce texte prévoit en outre un doublement de l'utilisation de l'éthanol à base de maïs d'ici 2015, ce qui devrait favoriser les agriculteurs et l'industrie du pétrole vert.

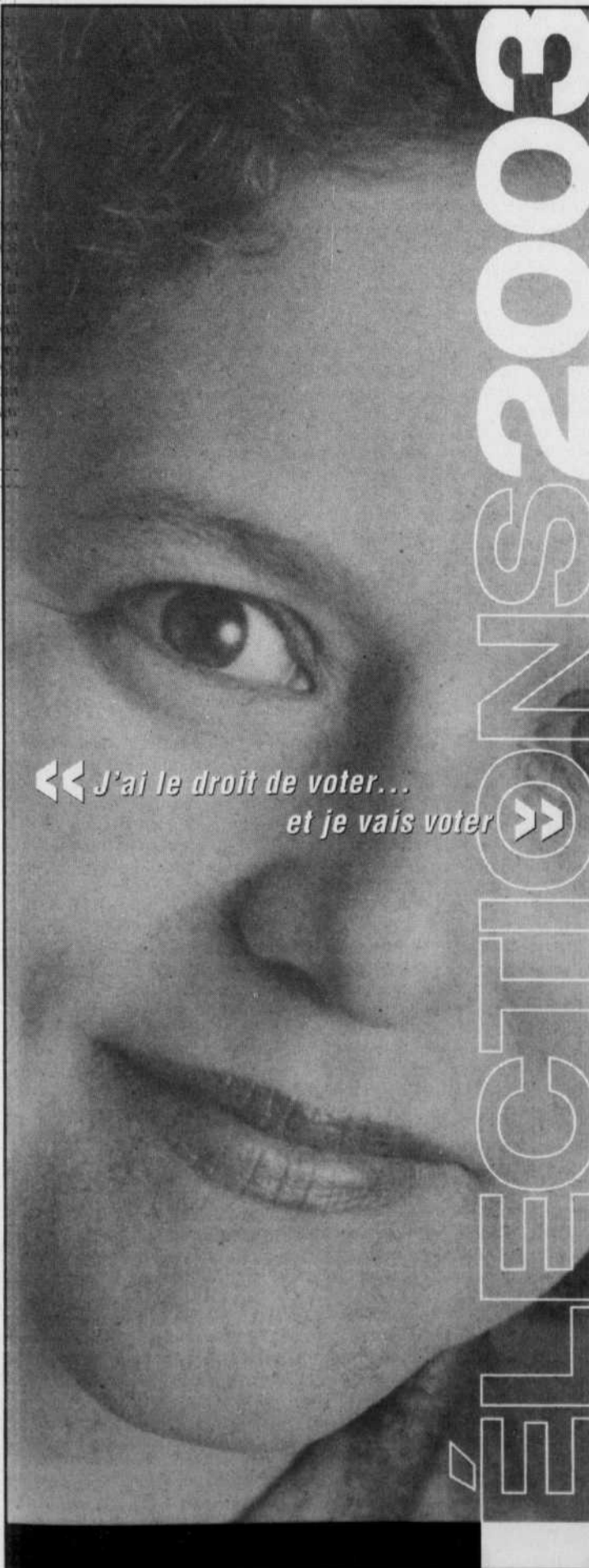
## Hongrie: vers un plébiscite en faveur de l'UE

REUTERS

Budapest — Plus de huit millions de Hongrois sont appelés aujourd'hui à approuver l'adhésion de leur pays à l'Union européenne et, selon les sondages, ils devraient la plébisciter.

Les quatre partis représentés au Parlement ont recommandé de voter «oui» et les études d'opinions, au grand réconfort des marchés financiers, prédisent qu'ils seront suivis à 70 % par les électeurs, dont

60 % devraient se déplacer aux urnes. La Hongrie est le troisième, après la Slovaquie et Malte, des dix pays candidats admis à rejoindre l'UE en mai 2004 à ratifier l'accord d'adhésion après la Slovaquie et Malte. Les quelque 10 000 bureaux de vote ouvriront de 6h00 à 21h et les premières tendances du vote devraient être connues dès la clôture du scrutin. Aux yeux de nombreux Hongrois, le principal avantage d'entrer dans le club européen est économique.



« J'ai le droit de voter...  
et je vais voter »

Élections générales 2003

Le 14 avril, c'est le jour du scrutin

Pour voter, vous devez :

- avoir la qualité d'électeur;
- être inscrit sur la liste électorale;
- nouveauté : vous identifier en présentant l'un des documents suivants :
  - carte d'assurance maladie;
  - permis de conduire;
  - passeport canadien.

Comment voter :

- marquer le bulletin de vote dans un des cercles en utilisant obligatoirement le crayon qui vous sera remis par le scrutateur;
- plier le bulletin et montrer les initiales au scrutateur;
- détacher le talon et déposer vous-même votre bulletin de vote dans l'urne.

Pour en savoir davantage...

- Consultez notre site Web. Le soir du 14 avril, les résultats préliminaires y seront diffusés en direct après 20 h 30.

Site Web : [www.electionsquebec.qc.ca](http://www.electionsquebec.qc.ca)Courriel : [info@electionsquebec.qc.ca](mailto:info@electionsquebec.qc.ca)

- Communiquez avec notre Centre de renseignements sept jours par semaine, en composant : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)



Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais 1 800 537-0644

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### BAGDAD

## IRAKIENS

SUITE DE LA PAGE 1

enthousiastes qui manquent, mais c'est très bien qu'ils soient réfrénés», note l'un d'eux, faisant allusion au «débâcle intense» qui continue d'opposer le département d'État d'un côté, le Pentagone et le vice-président de l'autre, sur la gestion de l'après-guerre en Irak.

Ce débat s'était notamment cristallisé, ces derniers jours, sur le rôle d'Ahmed Chalabi, le chef du Congrès national irakien, organisation d'opposants en exil, favori du Pentagone et du vice-président Richard Cheney. «M. Chalabi n'est pas une figure insignifiante, mais nous n'essayons pas de l'introniser comme le futur leader de l'Irak», a finalement reconnu, jeudi 10 avril devant la Commission des forces armées du Sénat, Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone.

Dans une entrevue publiée jeudi par le *Los Angeles Times*, le secrétaire d'État Colin Powell, a réaffirmé que son pays ne souhaite aucunement «maintenir une présence à long terme en Irak». «Nous voulons remettre l'Irak au peuple irakien, a-t-il dit, mais nous voulons donner au peuple irakien un gouvernement digne de confiance, représentatif, qui vive en paix et sans armes de destruction massive.»

Voilà pour les objectifs. Restent les moyens: comment sélectionner les Irakiens, de l'opposition en exil et de l'intérieur, qui participeront à l'Autorité intérimaire irakienne (AII)? «L'équilibre entre ceux de l'intérieur et de l'extérieur, combien seront-ils, combien de Kurdes, de chiïtes, de sunnites, tout ça, ce sont des questions superbes, mais nous n'avons pas les réponses car, au bout du compte, ce sont les Irakiens qui décideront», a dit M. Powell. Pour ce faire, une première réunion publique régionale rassemblera, mardi à Nasiriya, des «Irakiens libérés» pour permettre à ceux-ci d'exprimer leur vision du futur Irak et du gouvernement provisoire. Après cette série de réunions régionales, une conférence se tiendra à Bagdad dont sera issue l'AII, qui devrait être composée d'un conseil représentatif et d'un comité exécutif. L'émissaire de la Maison-Blanche auprès des «Irakiens libres», l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, doit rejoindre l'Irak dans les prochains jours, accompagné de l'ambassadeur Ryan Crocker, un arabisant dépeché par M. Powell, pour donner un coup de pouce à ce processus en sélectionnant des délégués à ces réunions, convoqués par le général Franks.

L'une des inconnues porte sur l'accueil que vont faire les Irakiens aux groupes de la diaspora. Pour identifier les «Irakiens émergents», c'est-à-dire ceux qui, sur place, peuvent constituer la future ossature politique et administrative, les Américains comptent pour l'instant sur l'expérience de leurs officiers sur le terrain.

Un général placé à la tête d'une unité d'affaires civiles à Oum Qasr, dans le sud de l'Irak, a expliqué jeudi la tâche qui lui était dévolue lors d'un briefing en duplex au Pentagone. Flanqué de deux membres des «Forces irakiennes libres», membres du contingent des 74 exilés qui ont été entraînés sur une base de l'OTAN en Hongrie avant que le programme ne soit interrompu, le général John Kern a expliqué comment ces hommes servaient d'intermédiaires aux Américains pour aider la population à s'organiser. «Ici, à Oum Qasr, il y a un conseil municipal qui fonctionne, a-t-il dit. Nous nous sommes assis avec eux et leur avons dit: «C'est à vous de sélectionner des gens pour constituer une force de police. Les policiers sont tous partis avant notre arrivée. Et, comme dans toutes les villes, il faut des policiers pour maintenir l'ordre: on pense qu'ici, il leur faut une police d'environ 40 hommes. Donc, pour l'instant, nous attendons que le conseil municipal nous fasse des propositions. Et nous utilisons les membres des Forces irakiennes libres dans nos réunions avec eux. Avoir des gens du cru, qui traduisent pour nous, inspire aussi confiance.»

Le général Kern regrette de ne pas avoir davantage de recrues de ce type; leur formation en Hongrie, dit-il, a été interrompue «parce qu'on avait des doutes sur la loyauté du contingent suivant». Il regrette aussi que d'autres exilés irakiens récemment arrivés dans le sud, placés sous l'autorité des forces spéciales américaines, aient un nom similaire: «Forces irakiennes libres combattantes». «Il n'y a rien de commun entre nous, précisa-t-il. Il s'agit d'un programme totalement différent.»

On est donc bien au cœur du nation-building, et l'enjeu est de taille. En Afghanistan, «nous n'avons pas fixé la démocratie comme objectif», a souligné James Dobbin jeudi devant la Brookings Institution. «Nous avons voulu y mettre sur pied une administration à large spectre et empêcher le pays de servir de base aux terroristes; les attentes étaient limitées, nous y avons répondu sans que cela ne nous coûte trop cher. Tandis qu'en Irak, nous nous sommes fixé des objectifs plus ambitieux: nous voulons y créer un modèle pour la région.»

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)

Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Le président du CICR, Jakob Kellenberger, a contacté mercredi les forces de la coalition à un haut niveau pour leur dire qu'assurer «la sécurité de l'environnement», notamment la protection des hôpitaux des pillages, était prioritaire.

Le système médical à Bagdad «s'est écroulé», selon le CICR: hôpitaux fermés du fait de dommages ou par peur des pillages, absence de presque tout le personnel médical, malades laissés sans soins ou ayant fui, dépouilles mortelles abandonnées, alors même que la distribution défaille d'eau et la chaleur croissante font craindre les épidémies.

«Les malades, a dit M. Staehelin, ne peuvent pas rester dans les hôpitaux pillés et tenteront de revenir chez eux. Je suis sûr que les familles feront leur possible pour les soigner, mais je doute fort que ce soit adéquat lorsqu'il s'agit de blessures graves.»

Les forces américano-britanniques assureront la sécurité pour arrêter les pillages dans les villes irakiennes, a affirmé hier le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, lors d'une conférence de presse au Pentagone.

«Les forces de la coalition [...] patrouillent dans diverses villes et, là où elles constatent des pillages, elles les font cesser et elles les feront cesser», a-t-il assuré.

Il a estimé que ces pillages généralisés, bien que

«malheureux», sont la conséquence du passage d'un régime dictatorial, répressif et policier à la liberté. Le secrétaire à la Défense a également accusé les médias d'exagérer l'étendue des pillages.

L'hôpital al-Kindi, le plus grand de Bagdad, qui a été mis à sac, a indiqué avoir admis 25 personnes blessées par balles dans des affrontements avec des pillards mais ne pas avoir les moyens de les opérer.

Les pillages et règlements de comptes sévissaient également hier à Mossoul et à Kirkouk, les deux grandes villes du nord abandonnées par les forces irakiennes, alors que Washington lançait de nouveaux avertissements à la Syrie, accusée d'aider des Irakiens recherchés.

Au 23<sup>e</sup> jour de la guerre d'Irak, Américains et combattants kurdes achevaient hier soir de prendre le contrôle de Mossoul après une journée de furie où, pendant plusieurs heures, la ville arabe jusqu'alors loyale à Saddam Hussein a paru livrée à elle-même.

Soucieux d'éviter la fuite des anciens dirigeants Irakiens, le président américain George W. Bush a demandé hier aux dirigeants syriens de faire «tout leur possible» pour fermer leur frontière avec l'Irak aux fidèles de Saddam Hussein et de livrer ceux qui se sont déjà réfugiés dans leur pays.

À Washington, le porte-parole de la présidence américaine Ari Fleischer a estimé que les dirigeants irakiens «ont perdu le contrôle [du pays]». Il a cepen-

dant souligné que «l'opération militaire se poursuit».

Au Caire, un proche de la famille de Barzan al-Tikriti, l'un des demi-frères de Saddam Hussein, a annoncé que celui-ci avait été tué hier dans un raid de l'aviation américano-britannique.

Bagdad demeure «un endroit dangereux», a déclaré le général de l'armée de l'air Victor Renuart, selon lequel les forces américano-britanniques «courent désormais de 50 à 60 % du territoire irakien».

Le département d'État américain a pour sa part annoncé l'envoi dans les prochaines semaines de près de 1200 responsables policiers, consultants en sécurité publique et experts judiciaires en Irak afin d'aider à restaurer l'ordre dans le pays après la fin de la guerre.

La Turquie et le Conseil de l'Europe ont demandé aux forces menées par les États-Unis et à la communauté internationale d'agir. «L'Irak est un voisin du Conseil de l'Europe et un voisin immédiat de la Turquie, et nous avons un puissant intérêt à sa stabilité», a dit à la presse le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, après un entretien avec le chef de la diplomatie turque.

De son côté, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a émis la crainte que l'anarchie ne conduise des Irakiens à chercher refuge à l'étranger après l'arrivée, près de la frontière iranienne, de quelque 30 000 personnes venant de Bagdad et de Nasiriya (sud).

## PQ

SUITE DE LA PAGE 1

publiques équilibrées à un déficit certain, ce n'est pas une alternative. Passer d'une grande ville de Montréal à des municipalités défusionnées, c'est changer pour pire», a affirmé hier Bernard Landry, lors d'une conférence de presse tenue dans l'est de Montréal. Le chef péquiste a même invité ses «compatriotes», d'un ton solennel, «à réfléchir à tout ça», tout en niant qu'il veut intimider les électeurs en prononçant de telles paroles.

«Le changement pour le changement, c'est déjà une chose suspecte. Pourquoi changer sa bagnole si elle va bien? Changer son conjoint, c'est encore pire si tout va bien. Changer pour pire, ça c'est une absurdité incroyable», a également souligné Bernard Landry devant quelque 300 gens d'affaires de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rivière-Sud réunis à Longueuil.

Bernard Landry ne s'est pas montré abattu devant les sondages les plus récents des firmes Léger Marketing et CROP, qui donnent respectivement une avance de 5 % et de 8 % au Parti libéral, avant la répartition des indécis. «Nos troupes sont des troupes aguerries et sont capables de voir un sondage à la hausse et d'en voir un à la baisse puis de continuer le travail sur le terrain, ce qu'ils font avec ardeur», a répondu le premier ministre.

N'empêche, le chef péquiste a tenu à lancer hier une initiative de dernière minute, un appel au vote intitulé opération «Fierté», qui représente une véritable offensive pour fouetter ses troupes qui pourraient, elles, être durement affectées par les plus récents sondages. Un message audiotypé enregistré hier matin par le premier ministre Bernard Landry — au moment même où ont été publiés les sondages qui lui sont défavorables — a été envoyé par Internet aux 125 comités électoraux du Parti québécois. Le chef péquiste confie à ses militants une «mission de la plus haute importance»: il invite chacun d'entre eux à convaincre au moins trois indécis de se convertir au PQ ou alors, à tout le moins, de se rendre aux urnes lundi. «Si vous le faites, dit-il, nous allons gagner.» Les indécis forment présentement environ 14 % de l'électorat.

«Je sais que vous êtes peut-être un peu secoués par certains sondages récents. C'est pour cette raison que j'ai voulu prendre deux minutes pour vous parler», affirme M. Landry dans cet enregistrement au cours duquel il note que «le secret est dans la sortie du vote le 14 avril». «Je suis convaincu que nous pouvons gagner cette élection, mais pour y arriver j'ai besoin de chacun d'entre vous. [...] Je fais donc appel à votre sens des responsabilités en tant que militants et militants du Parti québécois et comme souverainistes. Ne laissons pas Jean Charest arrêter notre marche vers le progrès national et la souveraineté», ajoute-t-il.

SUITE DE LA PAGE 1

ment enveloppé de concepts scientifiques.

Grâce à la nouvelle formulation de la loi sur l'éducation, adoptée par l'administration Bush, les écoles d'Atlanta ont finalement été autorisées à ce que cette notion soit défendue en classe. Et des notes précisant que le darwinisme est loin d'être une théorie irréfutable ont été ajoutées aux manuels scolaires. Le mois dernier, les promoteurs de l'«architecture intelligente» ont réussi à instaurer leur philosophie au sein des programmes scolaires de l'État du Tennessee.

Autre fait troublant: lorsque Michael Dini, professeur de la Texas Tech University, lui-même de confession catholique, a annoncé qu'il n'écrirait pas de lettres de recommandation aux étudiants qui se refuseraient à reconnaître l'existence d'une théorie scientifique à l'origine des espèces, un élève créationniste a tenté une poursuite contre lui. Bien que cette sorte de procédure judiciaire soit assez courante, celle-ci a pris une tournure particulière. Des avocats du gouvernement ont confisqué une foule de documents de M. Dini et menacé de transformer cette dispute locale sous toute mineure en une affaire à traiter en Cour fédérale.

Selon Kenneth Miller, professeur à l'université Brown, au Rhode Island, principal pourfendeur de cette nouvelle théorie à laquelle il attribue des fondements politiques, le mouvement progresse peu à peu au sein de la population américaine, laquelle compte aussi peu que 40 % de citoyens qui croient en la théorie de Darwin. Même le président Bush fait partie des 20 % d'indécis. Une position qui n'offusque pas trop les électeurs chrétiens conservateurs et qui ne repousse pas définitivement ceux qui adhèrent à la théorie de l'évolution.

Cette fois, la querelle n'oppose pas science et religion. On soutient plutôt que toutes les théories scientifiques méritent d'être entendues et contestées, toutes autant les unes que les autres.

Néanmoins, cette nouvelle philosophie s'insinue peu à peu dans divers domaines autres que l'enseignement. Par exemple, la Maison-Blanche se garde bien de rejeter du revers de la main les avertissements lancés par les institutions scientifiques à propos de l'oc-

current des changements climatiques. Elle claironne plutôt que les activités de recherche sont importantes et réclame encore et encore de nouvelles études avant de s'engager à prendre des mesures.

Autre exemple: les femmes qui souhaitent se faire avorter mais qui redoutaient que cette intervention n'accroisse leur risque de souffrir d'un cancer du sein, comme l'affirmait une rumeur, pouvaient être rassurées par l'avis publié sur le site Internet de l'Institut national du cancer. De multiples scientifiques de renom y battaient en brèche l'existence d'un quelconque lien entre avortement et cancer. Or, en juin dernier, sous la pression de quelques républicains du Congrès, cette dernière information a simplement disparu du site Internet de cet institut qui, rappelons-le, est financé par le gouvernement fédéral.

Par ailleurs, le président Bush a annoncé, lors de son discours sur l'état de l'Union, l'octroi d'une subvention de 15 milliards \$US pour combattre l'épidémie de sida à travers le monde. Mais les mouvements de lutte contre cette maladie ont vite compris que 90 % de la somme serait accordée à des organismes américains, dont bon nombre font campagne contre l'emploi du condom et exhortent à l'abstinence.

Portés par cette nouvelle tendance qui se veut bien de son temps, les sites Internet «anticomdom» n'invoquent plus l'argument selon lequel l'usage des préservatifs encourage la promiscuité. Ils affirment désormais que ce moyen de contraception ne protège pas efficacement contre le VIH. Ils soutiennent que compte tenu de sa très petite taille (ne dépassant pas 0,1 micron de diamètre), le VIH peut se glisser à travers les pores du latex du préservatif qui, eux, mesurent dix microns. Une assertion qui n'a toutefois jamais été confirmée...

La force des mouvements pro-vie a réussi l'impossible. Jusqu'à récemment, l'administration Bush subissait les foudres de la gauche américaine pour avoir négligé de promouvoir l'accès à des médicaments antiviraux moins chers en adoptant des politiques qui favorisent avant tout les géants de l'industrie pharmaceutique, détenteur de lucratifs brevets sur ces molécules. Or le gouvernement américain fait soudainement volte-face et prévoit d'investir davantage dans la recherche de médicaments. «Mais

## La GRC pour maintenir la paix en Irak?

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Même si le Canada n'a pas encore déterminé la nature de sa contribution à la reconstruction de l'Irak, le gouvernement fédéral soupèse de multiples hypothèses, dont l'envoi éventuel d'officiers de la GRC pour contribuer au maintien de l'ordre ou à la formation d'agents de la paix.

«Nous participons toujours quand il s'agit d'aider des pays en difficulté. Nous ne savons pas ce qui pourra être exactement notre rôle. Nous avons envoyé des officiers de la GRC à Haïti et ailleurs [par le passé]. Si c'est la contribution que nous pouvons faire [en Irak], nous la ferons. S'ils veulent que nous fassions autre chose, nous ferons autre chose, mais nous serons là pour aider. [...] Mais ce n'est même pas fini à ce moment-ci, alors attendez», a dit le premier ministre Jean Chrétien hier matin.

À son bureau, un de ses porte-parole, Steven Hogue, a toutefois précisé que l'envoi d'agents de la GRC demeure pour l'instant «une hypothèse parmi tant d'autres». «Il est trop tôt pour indiquer sous quelle forme l'aide canadienne à la reconstruction se concrétisera», a-t-il ajouté.

Le Canada n'a reçu aucune demande officielle ni fait d'offre précise, et la planification n'a pas dépassé le stade de discussions, a indiqué le solliciteur général Wayne Easter à sa sortie des Communies. «Nous ne pouvons pas indiquer le nombre d'agents que nous pourrions envoyer. Nous devons attendre de connaître la nature des demandes et le nombre de pays participants», a-t-il dit.

Au cours des dernières années, environ 1200 policiers canadiens ont été envoyés dans divers pays, dont Haïti, pour mettre sur pied des services de police ou former des agents de la paix.

Le Canada continue de discuter avec les membres de la coalition et les institutions internationales, comme il le fera en fin de semaine à Washington, lors des rencontres de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, auxquelles la ministre de la Coopération internationale, Suzanne Whelan, assistera.

Entre-temps, le Canada examine plusieurs scénarios. Parmi les possibilités envisagées, il pourrait offrir une aide pour le rétablissement des institutions gouvernementales, l'élaboration d'un cadre fédératif et la création d'un système juridique fondé sur la règle de droit. Il s'agit en fait, comme dans le cas de l'envoi de forces policières, de domaines où l'expertise canadienne a déjà été mise à profit par le passé.

## SCIENCE

c'est pour mieux affamer les programmes de prévention visant à encourager l'emploi du condom», affirme Holly Burhalter, du groupe Médecins pour les droits de l'homme.

Les deux figures de proue à l'origine de ces virages particulièrement conservateurs furent les projecteurs. L'un d'eux, Karl Rove, est un fin stratège qui a donné l'élan à la carrière politique de George W. Bush lors de sa campagne à l'investiture du poste de gouverneur de l'État du Texas. Karl Rove aurait notamment aboli le poste de conseiller scientifique du cabinet, arguant que le président n'avait aucunement besoin d'une contribution scientifique de cette envergure.

L'autre pôle d'influence est Leon Kass, président du comité de bioéthique du président. Véritable érudit, cet éthicien renommé de l'université de Chicago a toutefois des convictions qui diffèrent radicalement de celles de la communauté universitaire à propos des grandes questions de l'euthanasie, du clonage humain et de la fécondation *in vitro*. «Rares sont les scientifiques qui croient que la vie humaine naissante mérite respect et dignité», a lancé Leon Kass.

Un duo aussi explosif a donc mené à l'adoption de certaines mesures contraignantes pour les scientifiques. En 2001, le président Bush annonçait qu'aucun financement public ne serait désormais accordé aux recherches menant à la création de nouvelles lignées de cellules souches. Les scientifiques qui souhaitent poursuivre leurs travaux sur le clonage thérapeutique, dont on prédit qu'il pourrait permettre la guérison de multiples maladies incurables, devront donc trouver un financement privé ou se limiter à mener leurs expérimentations sur les quelques lignées existantes, qui sont souvent contaminées.

Kenneth Miller croit que la rhétorique employée par ces conservateurs est très astucieuse car elle planche sur l'ouverture d'esprit des Américains, elle prône l'expression de toutes les idées. «Mais il ne faudrait pas oublier qu'il existe un débat scientifique fondé sur de nombreuses publications et qui conduit au rejet des idées qui ne tiennent pas la route», a-t-il confié au *Guardian*. «La théorie de l'évolution n'est pas enseignée en raison d'une décision politique ou judiciaire mais parce qu'il s'agit d'un consensus scientifique obtenu à la suite de rudes batailles.»